

J.O. L'or ne se gagne pas
que dans les stades.

p.8/9

lutte ouvrière

Grande-Bretagne

**L'offensive
de Thatcher
contre les
mineurs**

p.11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 844 - 4 août 1984 - prix : 6 F

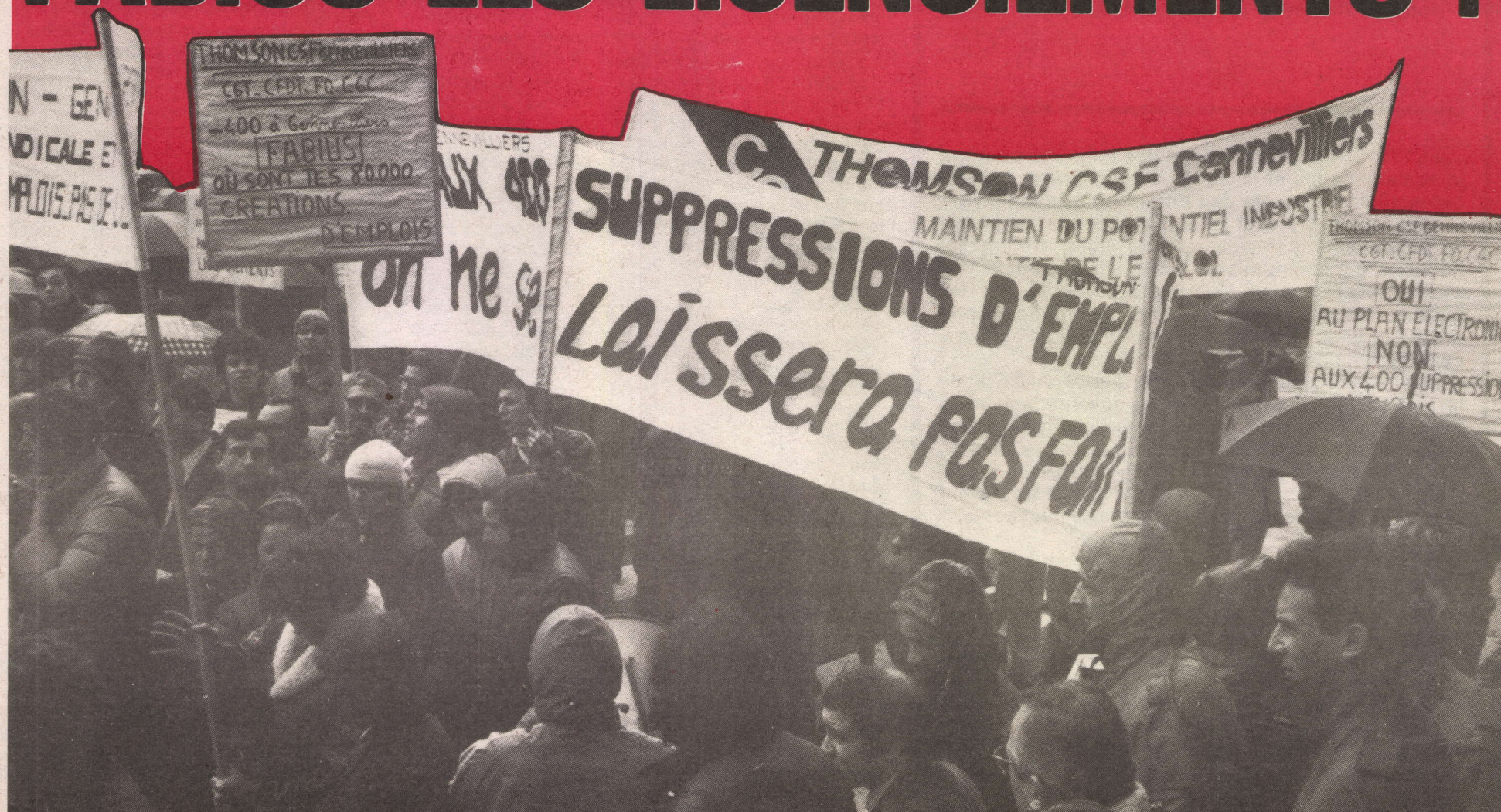


C'est déjà

FABIUS-LES-HAUSSES

le laisserons-nous devenir

FABIUS-LES-LICENCIEMENTS ?



sommaire

Dans le monde

Pages 8 et 9 :

— Jeux Olympiques : fric et triche.

Page 10 :

— Portugal : le gouvernement se prépare à la répression.

— Maroc : 13 condamnations à mort.

— USA : la hausse folle du dollar.

Page 11 :

— Face à la justice de Thatcher, les mineurs doivent s'appuyer sur l'ensemble de la classe ouvrière.

En France

Page 4 :

— Incendies de forêt : des mesures de prévention toujours aussi dérisoires.

— Les caravanes d'été de Lutte Ouvrière.

Page 5 :

— Automobile : moderniser contre les travailleurs.

— Chômage : des mesures sans résultat.

Page 6 :

— Le plan de rigueur, ça marche.

— Les CES continuent à flamber.

— Dans les entreprises : Leroy-Somer Angoulême ; Bordeaux-Bassens ; Central Téléphonique Paris Inter-Archives.

Page 7 :

— Creusot-Loire (Le Creusot) : un dépôt de bilan meurtrier.

— La Ciotat : chômage partiel aux Chantiers Navals.

Page 12 :

— La souscription des Européennes.

Culture

Page 13 :

— Sélections cinéma et télévision.

Pages 14 et 15 :

— Livres : *Les camps en Provence* ; *Cecilia Valdes de C. Villaverde* ; *Terroir* de J. Gaulmier ; *L'affranchi* de D. Vaxelaire ; *Les grandes largeurs* de H. Calet ; *Vous êtes Juif ? Prouvez-le !* d'A. et L. Shargorodsky ; *Conrad le Sicilien* de M. Adment.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Courrier des lecteurs

La pollution et les élections

Chers camarades,

J'ai soutenu la souscription et la campagne de propagande, et je soutiendrai les campagnes à suivre pour faire mieux connaître les idées et les organisations des révolutionnaires. Mais je ne peux pas comprendre pourquoi il n'y avait pas un seul mot dans toute la campagne sur « l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle ».

Cette citation significative est extraite du texte de présentation de ce que sont et veulent les militants de Lutte Ouvrière, texte qu'on peut lire depuis

plus de dix ans en page 2 du journal, bien avant la vogue des verts et des écologistes.

Si, depuis quelque sept ans, certaines couches ou individus de la petite-bourgeoisie ont découvert aussi ces problèmes, d'une façon très limitée et superficielle, ce n'est pas une raison pour que les révolutionnaires renoncent immédiatement à une critique (de leur point de vue), comme celle citée plus haut.

Au contraire, s'il y a maintenant une sensibilisation aux quelques conséquences de la production capitaliste, il est d'autant plus nécessaire de montrer que les « Verts » se trompent, avec leurs proposi-

tions et exigences totalement superficielles, et qu'il est nécessaire de les combiner avec la lutte anticapitaliste.

Bien sûr, ces problèmes ne sont pas au premier rang pour la classe ouvrière et ses organisations, mais ça n'est pas pour rien que LO fait citation de ce thème dans sa caractérisation des buts de son organisation, depuis bien des années, à la page 2 de son journal, et je crois qu'on devrait le mentionner avec une ou deux phrases aussi dans les tracts diffusés. Pourquoi se taire sur cela ?

Avec des salutations solidaires,

Un vacancier de Berlin en France

Cher camarade,

Nous voulons te remercier tout d'abord de ton généreux soutien qui a, à chaque fois, été le bienvenu et encore cette fois dans la campagne des élections européennes assez onéreuse.

En ce qui concerne le problème que tu soulèves dans ta lettre, nous luttons bien sûr pour remplacer la société capitaliste, avec son cortège de gâchis et de destructions, par une société communiste. Et l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle font partie des problèmes dont nous discu-

tons et dont notre presse se fait souvent l'écho.

Seulement, notre programme, le programme socialiste, est vaste. Nous ne pouvons pas en développer tous les aspects, d'ailleurs, dans une campagne électorale, au cours de laquelle nous cherchons surtout à répondre aux préoccupations les plus importantes des travailleurs, qui en France aujourd'hui sont avant tout la crise, le chômage, la politique du gouvernement de gauche qui veut comme la droite imposer les sacrifices aux travailleurs...

Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que la question de la pollu-

tion, comme bien d'autres questions, ne fait pas partie de l'éducation socialiste que nous cherchons à faire partager à tous ceux qui nous côtoient et qui veulent connaître les idées socialistes... Mais c'est un tout autre problème.

De plus, en France, la classe ouvrière n'est pas du tout sensible aux arguments des « Verts ». L'est-elle plus en Allemagne ? Si oui, le problème se pose peut-être un peu différemment...

Avec nos fraternelles salutations.

J.F.

Le prix d'un parlementaire européen

« Madame Laguiller,

Vous considérant comme le personnage politique le plus sincère vis-à-vis des travailleurs et le plus près de leur cause, je pense que vous serez d'accord avec le contenu de ma lettre destinée aux quatre chefs de file des listes présentes au Parlement européen pour représenter les « intérêts » de la France.

Compte tenu de votre position politique, et vos contacts dans les médias, j'aimerais que vous dénonciez au grand public ce Scandale Financier que représente l'indemnisation parlementaire européenne. En qualité de citoyen « noyé dans la masse », je vous passe donc le relais et attends avec impatience les effets de votre action à venir dans les milieux politiques bourgeois... espérant que ces chiffres seront révisés...

Amicalement.

P.L. - Fort de France Martinique »

Voici donc le texte de la lettre adressée le 11 juillet par notre lecteur à Lionel Jospin pour le Parti Socialiste, Bernard Pons pour le RPR, Jean-Marie Le Pen pour le Front National et Georges Marchais pour le Parti Communiste :

« Monsieur,

C'est un citoyen indigné qui vous parle...

Vous trouverez jointe à ma lettre la copie d'un article paru dans *France-Antilles* du 20 juin 1984 — soit trois jours après le scrutin — que je vous suggère de lire attentivement, puis de consulter les « calculs rapides » que j'ai effectués et que je soumetts à la réflexion et à

l'analyse de l'homme politique que vous êtes.

C'est sur l'éloquence de ces chiffres que je tiens à attirer votre attention, car vous faites désormais partie de ces 81 Français « privilégiés » qui vont empocher la « bagatelle » de 800.000 F annuels, et ceci rien que pour aller « représenter » la France une douzaine de fois dans l'année à l'Assemblée européenne !

Vos 80 collègues et vous-même allez donc coûter au pays la coquette somme de 6 milliards de centimes par an ! Elle va coûter très cher aux Français, cette Europe de demain...

Ne pensez-vous pas honnêtement qu'il serait plus légitime de consacrer cet argent aux citoyens les plus socialement défavorisés ?

C'est avec une impatience singulière et civique que j'attends de votre part une

réponse à propos du bien-fondé de ces allocations pharamineuses et illégitimes que je soupçonne d'être trop coûteuses et trop bien payées par rapport à l'activité parlementaire européenne qu'elles sont censées rémunérer. (...) »

Et voici les calculs effectués par notre lecteur à partir des informations publiées par *France-Antilles* du 20/6/84. A voir ce que coûtent les parlementaires français aux contribuables, il y a de quoi partager son indignation !

Traitement mensuel : 31 000 F, indemnité de frais généraux : 12 185 F, indemnité de secrétariat : 18 236 F, indemnité kilométrique (1 000 km) : 3 240 F, indemnité de mission (2 jours/mois) : 1 724 F, total pour 1 mois : 66 385 F, total pour 1 an : 796 620 F.

A titre de comparaison, le SMIC s'élève à environ 4 100 F par mois en France, mais à... 775 F en Martinique !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

C'est déjà Fabius les hausses, le laisserons-nous devenir Fabius les licenciements ?

DEPUIS bien longtemps, tous les gouvernements ont choisi le mois d'août pour effectuer leurs mauvais coups contre la population, en tout cas pour y annoncer les hausses. Le gouvernement Fabius n'a pas renoncé à cette tradition et, coup sur coup, voici la hausse des transports en commun dans les grandes villes, celle du téléphone qui ne se déguise même pas sous la nécessité d'équilibrer les comptes des PTT et, à nouveau, celle de l'essence, tout juste quelques semaines après la dernière. Les hausses diverses, telle celle de la baguette, n'étant là que pour faire bonne mesure.

Le pire est qu'on nous annonce en même temps que les mauvais coups ne s'arrêteront pas au mois d'août, qu'il y aura une suite et qu'en particulier dans le domaine des licenciements, il faut s'attendre à d'autres charrettes dans le dernier trimestre. On s'en prend ainsi à la classe ouvrière par les deux bouts. Bien sûr que le gouvernement Fabius est bien obligé de s'en prendre aux travailleurs puisqu'il n'a ni l'envie, ni la volonté, ni les moyens de s'en prendre aux riches et aux puissants.

Dans la crise, il faut bien que quelqu'un paye et puisque la minorité de très riches ne veut pas payer, le gouvernement ne peut donc que faire payer ceux qui sont en même temps les plus pauvres et les plus nombreux. Ces derniers ne veulent pas plus payer mais il faut croire que la démocratie, telle que l'entendent les hommes politiques, ça veut dire que les riches ont davantage de moyens légaux ou autres de refuser de payer que les pauvres. D'ailleurs, si les pauvres restent pauvres, et si les riches continuent à s'enrichir, malgré la crise, c'est peut-être un peu pour cela. Jusqu'au jour où ça casse, où les pauvres ces-

sent d'être raisonnables et raisonnés et prennent le coup de sang.

En attendant, les dirigeants du Parti Communiste se sont au moins réconciliés avec les militants de leur parti. Ces derniers n'ont pas aujourd'hui à être solidaires de Fabius en échange de quelques strapontins ministériels et n'ont pas à défendre auprès de leurs camarades de travail les dernières mesures du gouvernement. Ils peuvent s'en démarquer et les critiquer en toute conscience. C'est bien. Mais cela ne suffit pas à changer le sort de la classe ouvrière et à changer le rapport de forces entre les travailleurs d'un côté, la bourgeoisie et le gouvernement de l'autre.

Il y a quelques années, les militants du Parti Communiste disaient qu'il suffisait de bien voter. Mais ce n'est plus de vote et d'élections qu'il s'agit aujourd'hui. Il s'agit de faire en sorte que les travailleurs reprennent confiance en leurs propres forces et capacités de se défendre eux-mêmes.

Nous le disons aux dirigeants et aux militants du Parti Communiste : tirer son épingle du jeu, cela ne suffit pas. Si on ne prend pas ses responsabilités en offrant à la classe ouvrière les moyens d'entrer en lutte, et pas des luttes isolées les unes des autres ; si on ne fait pas ce qu'il faut pour que les travailleurs reprennent confiance et soient capables de défendre leur niveau de vie en laissant à la bourgeoisie le soin de trouver le financement, tirer son épingle du jeu, cela serait, alors, à tout prendre, une hypocrisie de plus, voire une lâcheté.

Et c'est bien comme cela que ce serait compris par l'ensemble des travailleurs.

Arlette LAGUILLER

Violence raciste à Belle-Ile

C'est dans le cadre de l'opération « anti-été chaud », destinée à prévenir la délinquance, qu'une vingtaine de jeunes Maghrébins de 15 à 20 ans de Sartrouville et de Pantin sont venus à Belle-Ile passer une dizaine de jours loin du béton de leur cité de la banlieue parisienne.

L'arrivée de ceux que certains appellent, avec toute la suspicion que le mot comporte, des « prédélinquants », et leur installation dans l'ancien centre d'éducation surveillée désaffecté depuis 15 ans ont suscité la crainte et l'hostilité d'une partie de la population et des estivants.

Il a été d'autant plus facile d'accuser ces quelques jeunes de tous les

maux survenus aux touristes et aux bellilois que certains ont effectivement cassé une vitrine pour dérober quelques babioles. La directrice de la colonie a immédiatement remboursé le commerçant, mais l'hostilité et le racisme à l'encontre des jeunes Maghrébins a entraîné une soixantaine de personnes à organiser une expédition punitive à l'occasion du bal du samedi soir.

Cela tourna à la véritable ratonnade : insultes et injures racistes, coups de bâtons et de barres de fer ; dans leur rage aveugle ils ont frappé un moniteur qui s'interposait. Les 7 jeunes qui ont réussi à s'enfuir, terrorisés, ont été poursuivis à travers l'île au cours d'une

vraie chasse à l'homme menée par une meute hurlante aux cris de « Le Pen ! Le Pen ! ».

Ce déchaînement de violence à la mesure de la haine raciste de ses auteurs, mais totalement hors de proportion avec ce que l'on pouvait reprocher à ces jeunes, a fait fuir la colonie qui s'en est retournée en catastrophe dans la région parisienne.

Des vacances plutôt traumatisantes que les jeunes ne sont pas près d'oublier, car ils ont fait l'expérience de la violence avec laquelle le racisme latent qui existe dans la population a surgi soudain au grand jour.

Oui, il a fallu bien peu de chose pour que la haine brutale, bestiale se mani-

feste dans un dévouement de violence contre ces jeunes Maghrébins. Ne serait-ce que la certitude pour les racistes de ne pas être tout seuls, d'être plusieurs prêts à passer aux actes et surtout d'être encouragés par les sentiments racistes de toute une partie de la population.

Aujourd'hui les nazillons de Belle-Ile sont sans doute fiers de leur exploit et, forts de cette victoire sur une bande d'adolescents trois fois moins nombreux qu'eux, prêts à recommencer.

Mais, encore une fois, les gens du peuple qui voudraient applaudir ces exploits-là, qui croient que la violence raciste peut être

une solution à leurs maux, en un mot qui tombent dans ce piège qu'est le racisme contribuent à forger des chaînes pour eux-mêmes.

Car ce que les racistes pourraient obtenir au mieux de leur point de vue, c'est le départ des immigrés. Mais eux resteront ici, en France, et s'ils portent certains hommes au pouvoir qui s'appuieront justement de façon démagogique sur le racisme des gens du peuple, alors c'est la France tout entière qui deviendra un bagne où l'on utilisera cette même violence qui aura servi contre les travailleurs immigrés pour mettre au pas toute la population laborieuse.

Dominique CHABLIS

Déclaration de Combat Ouvrier

Quatre personnes sont mortes dans la nuit du mardi 24 juillet, tuées par les bombes qu'elles s'apprêtaient à poser en différents endroits.

Ces attentats posent à nouveau un problème politique : ces actions individuelles et aveugles sont-elles justes et font-elles avancer la cause des travailleurs, celle des pauvres, celle des opprimés ?

Les militants qui participent à de telles actions le font parce qu'il y a dans la situation de la Guadeloupe bien des aspects qui poussent à la colère, à l'indignation ou même à la révolte. Ce sont des faits matériels tels que la situation économique et sociale de beaucoup de gens pauvres, qui vivent en permanence dans des difficultés sans nombre. Ce sont aussi des faits qui touchent à la dignité des Guadeloupéens. Car, par des aspects essentiels,

sur les attentats du 24-25 juillet à la Guadeloupe

Pointe-à-Pitre, le 26 juillet 1984

Cette déclaration, dont nous publions ici un important extrait, vient de nous parvenir. Elle émane de camarades du groupe antillais Combat Ouvrier qui publient l'hebdomadaire du même nom.

la situation de la Guadeloupe est une situation coloniale. Les gouvernements qui se succèdent en France refusent obstinément les transformations politiques, même minimales, qui pourraient modifier

cette situation coloniale. Il est normal que des Guadeloupéens de plus en plus nombreux estiment que les décisions nous concernant, concernant notre vie, ne soient pas prises à Paris, et par d'autres que nous.

Les quatre personnes qui sont mortes en posant des bombes voulaient surtout exprimer leur impatience et leur désillusion quant à une possibilité d'évolution pacifique du statut colonial de la Guadeloupe. A l'heure

actuelle, on peut dire qu'une minorité de Guadeloupéens de toutes origines sociales partage plus ou moins ce sentiment. Mais c'est une minorité.

La majorité des travailleurs, la majorité de la population considère avec une certaine méfiance ceux qui veulent, par-dessus leur tête, chasser l'administration coloniale par des actions terroristes. Parce que la façon même dont ces actions sont programmées et réalisées ne tient pas compte des sentiments des travailleurs. Ceux-ci considèrent les militants utilisant le terrorisme comme des gens qui se battent en duel avec l'administration coloniale. Bien sûr, les travailleurs ne soutiennent pas l'administration coloniale, ni à plus forte raison les exploiters, mais ils savent d'avance qu'il n'y a pas de place pour eux dans un combat engagé de cette façon-là contre la situation coloniale.

Les militants qui ont perdu la vie le 24 juillet appartenaient à l'UPLG (Union du Peuple pour la Libération de la Guadeloupe), la principale organisation nationaliste et indépendantiste de la Guadeloupe.

Sur le plan politique, cela est d'importance car jusqu'à présent les attentats à l'explosif qui avaient eu lieu en Guadeloupe émanaient de plus petits groupes, le GLA il y a trois ans, l'ARC plus récemment, groupes clandestins dont un certain nombre de militants ont été ou sont actuellement incarcérés.

Le fait que l'UPLG, ou des militants de l'UPLG, recourent maintenant à la même politique d'attentats à l'explosif pour, en quelque sorte, « interpellé » le gouvernement français sur la situation coloniale de la Guadeloupe, peut représenter un changement important dans la situation politique antillaise car l'UPLG est une organisation importante, et très implantée. S'il s'agissait là d'une orientation qui dépasse l'initiative individuelle de quelques militants, il est évident que l'administration française se trouverait aux prises, en Guadeloupe, avec un problème considérable.

Cela dit, il se peut qu'il s'agisse uniquement d'une réaction individuelle de militants ne voulant pas être en retard, sur le terrain du radicalisme, par rapport à des groupes comme le GLA ou l'ARC, sans que cela signifie que ce soit une position partagée par l'ensemble des militants et des sympathisants de l'UPLG. D'autant que cette politique d'attentats, si elle peut sem-

bler répondre à l'impatience de militants pressés, à juste titre, de voir évoluer les choses, ne semble pas, pour le moment, rencontrer le soutien populaire, comme le signalent les camarades de Combat Ouvrier.

Les organisations nationalistes qui sous prétexte de représenter la « nation » disent que les problèmes des classes sociales ne comptent pas et qu'il ne faut pas diviser les « patriotes » — moyen d'éviter que le prolétariat s'organise de façon indépendante — ont dans bien des pays, de l'Algérie du FLN aux actuelles organisations palestiniennes, bien souvent employé cette politique d'attentats terroristes (bombes, voitures piégées, assassinats), aussi bien dans le passé qu'actuellement.

Pour les dirigeants nationalistes, cette politique leur permet d'opposer à l'appareil d'Etat oppresseur leur propre appareil politico-militaire qui, du fait du caractère clandestin de cette lutte, peut se développer et s'organiser indépendamment de tout contrôle des masses populaires en général et plus particulièrement du prolétariat. Cette politique consiste à tenter d'amener l'administration de la puissance adverse à traiter avec ceux qui, même minoritaires, sont à l'origine de ces actions « militaires » et avec eux et eux seuls. Lorsque succès il y a, ils peuvent ainsi constituer un appareil d'Etat qui se calque d'ailleurs souvent sur celui qu'abandonne l'oppresseur et dont la légitimité ne repose que sur l'appareil militaire hiérarchisé qui s'est constitué dans la lutte. Il s'agit en fait, dès le départ de la lutte, de construire un appa-

reil d'Etat coupé des masses populaires et prêt à gouverner contre elles. C'est un phénomène qu'on a vu dans bien des pays qui ont accédé à l'indépendance.

Alors, pour les militants révolutionnaires qui se placent sur le terrain de classe du prolétariat et qui veulent construire des Etats qui soient l'instrument des classes populaires, des Etats qui soient entre les mains des classes les plus pauvres, il ne s'agit pas de dénier à la classe ouvrière et aux autres classes sociales populaires engagées dans la même lutte le droit d'utiliser la violence contre ceux qui les oppriment. Car ces derniers ne se gênent pas. La violence des oppresseurs est quotidienne et elle n'a pas besoin de se manifester par des explosifs. C'est une violence économique, politique, physique, permanente, omniprésente, et malheureusement parfois elle ne rechigne pas à utiliser, à une échelle bien plus large, les obus et les bombes.

Alors, les révolutionnaires prolétariens savent que les exploités doivent dès maintenant se préparer à se défendre les armes à la main, car rien ne prouve que les exploiters accepteraient une évolution pacifique. Il ne suffit pas d'être les plus nombreux : quelques centaines de gendarmes avec des blindés ou quelques centaines de mercenaires peuvent balayer et assassiner des foules désarmées. Il faut aussi que tous ceux qui pratiquent, du haut de leur puissance économique ou politique, la violence quotidienne et individuelle contre ceux qui relèvent la tête sachent que, sans atten-

dre, ils peuvent dès aujourd'hui trouver dans le camp d'en face des gens prêts à leur répondre.

C'est pourquoi, ce n'est pas tant la violence, y compris l'utilisation des explosifs, que les révolutionnaires réprouvent. C'est la forme de cette violence, utilisée en particulier par les nationalistes. Car la forme même de cette lutte leur permet d'éviter que leurs actes et leurs actions soient contrôlés par la classe ouvrière. Car les nationalistes savent bien qu'ils représentent surtout les intérêts politiques et moraux de la petite bourgeoisie. Et ils veulent être et rester le bras armé de cette petite bourgeoisie qui peut être nationaliste et indépendantiste mais qui ne veut surtout pas partager le pouvoir avec les classes les plus pauvres.

Cette politique d'attentats aveugles est le moyen, car les nécessités de cette forme de lutte l'exigent, d'imposer une organisation militaro-politique plus ou moins clandestine, qui décide souverainement qui est « traître » et qui ne l'est pas, qui mène la « bonne politique » ou ne la mène pas. On ne peut oublier que tous les nationalistes, et en particulier l'UPLG, ont comme slogan : « Un seul peuple, donc un seul parti ». Il s'agit là d'imposer au travers même de la lutte d'indépendance, et parfois contre la population elle-même, un parti unique. C'est ce que les nationalistes ont trouvé de bien dans le stalinisme. Les organisations militaro-politiques nationalistes recherchent non seulement la défaite de l'appareil d'Etat adverse, mais avant

tout la possibilité de constituer une organisation, puis un pouvoir hégémoniques.

Le but de telles organisations nationalistes n'est pas d'amener les masses populaires à se gouverner elles-mêmes, démocratiquement, pour vaincre l'oppression, voire l'exploitation, leur but c'est d'amener l'administration française à négocier l'indépendance avec elles et elles seules. Et les moyens qu'ils utilisent sont adaptés à ce but.

Et si les révolutionnaires sont loin d'être opposés à la violence, ils sont pour que cette violence soit utilisée par les masses populaires elles-mêmes, afin que l'armement soit entre les mains des masses et que toute cette violence soit limitée au minimum, et réellement contre les adversaires.

Voilà pourquoi, tout en étant, en tant que révolutionnaires prolétariens d'un pays qui opprime le petit peuple guadeloupéen à des milliers de kilomètres de distance, absolument solidaires de tous ceux qui dans le peuple guadeloupéen se lèvent, quelle que soit la forme de leur action, contre l'oppression qu'ils subissent, autant nous condamnons la politique qui consiste à choisir des formes de lutte qui par leur forme-même éloignent toute participation des masses populaires. C'est dire que nous sommes solidaires de la position de Combat Ouvrier et que nous pensons que la politique des nationalistes doit être politiquement combattue au sein de la population pauvre de la Guadeloupe et en particulier du prolétariat.

AUTOMOBILE :

Moderniser contre les travailleurs

Dans une note confidentielle adressée à Mitterrand et Fabius — alors ministre de l'Industrie — le 13 juillet dernier et publiée par L'Express, François Dalle, le président de la Commission nationale de l'industrie, prévoit que d'ici 1988 il faudrait supprimer 70 000 emplois chez Renault et le groupe PSA (Peugeot, Talbot, Citroën), sur les 270 000 actuels, et investir chaque année une somme de 20 milliards de francs, pour pouvoir être compétitifs sur le marché. Ces 70 000 suppressions d'emplois s'effectueraient par moitié par des départs naturels et des départs en pré-retraite dans le cadre du FNE, et par moitié par des licenciements purs et simples.

Alors bien sûr, pour l'instant, il ne s'agit que d'une proposition du président d'une commission d'enquête, à laquelle participent les constructeurs, les équipementiers, les distributeurs et aussi les syndicats, et dont les travaux ne sont pas encore terminés (selon la CGT, qui crie au scandale parce que Dalle aurait « outrepassé ses droits en rendant public, pendant les vacances, ce qui n'aurait dû l'être que deux mois plus tard »).

Mais de toute façon, la réalité risque de faire encore plus mal, si les travailleurs ne s'y opposent pas, car c'est 90 000, voire même 110 000 suppressions d'emplois que réclament les grands de l'automobile. Et la crise de l'automobile est bien réelle, et les annonces de licenciements, chez Citroën



Les travailleurs accepteront-ils de payer la modernisation ?

notamment, aussi ; tout comme Talbot avait déjà « dégraissé » l'hiver dernier.

Dans cette crise, marquée par une chute des ventes, les principaux trusts de l'automobile se battent pour des marchés plus étroits, en tentant chacun de produire le plus de voitures possible avec le moins d'ouvriers possible. C'est donc en « automatisant », en « rationalisant » leur production, en un mot en « modernisant » l'industrie, que tous les capitalistes cherchent à évincer leurs concurrents. Et de cette gigantesque bataille des trusts au niveau de la planète, ce sont les seuls capitalistes qui tirent profit, pas les travailleurs.

Car il ne s'agit pas de moderniser pour alléger la peine des hommes : il s'agit d'abaisser les coûts de production, à tout prix, quoi qu'il puisse en coûter aux travailleurs et aux contribuables, pour gagner la guerre

économique contre leurs concurrents étrangers.

Et pour ce faire, les dirigeants de l'automobile vont procéder de la même façon que ceux de Fiat en Italie, General Motors aux USA ou British Leyland en Grande-Bretagne, qui ont commencé par livrer bataille à leurs propres salariés en imposant le chômage technique puis des dizaines de milliers de licenciements, puis le blocage, avec l'accord des syndicats, du salaire de ceux qui travaillaient encore.

C'est donc en contraignant les travailleurs à payer le prix de la guerre économique qu'ils se livrent que les géants de l'automobile comptent sauver leurs profits, dans cette période de crise. C'est ce que s'apprêtent à faire à leur tour — avec trop de retard, comme le déplore Le Figaro — les patrons français.

Marianne LAMIRAL

Dans notre courrier :

Les stages de formation continue, parlons-en !

L'Etat, depuis quelques années, propose aux jeunes qui sortent de leur cycle scolaire des stages de formation continue. Alléchante proposition qu'une « formation rémunérée, avec pré-embauche en fin de stage et le tout dans une technique de pointe : l'informatique ». Nous nous sommes laissés séduire.

Nous avons fait notre stage informatique dans une école privée, comme la plupart des stages, d'ailleurs. C'est intéressant pour ces établissements : ils reçoivent environ 15 000 F par personne, directement pris dans les caisses de l'Etat ; les professeurs sont des volontaires de formation en informatique (VFI) directement prélevés du contingent militaire ; et une subvention supplémentaire est accordée pour d'éventuels achats de matériel. Dans notre centre, le matériel dont a eu besoin la section informatique avait déjà été payé par le 1 % patronal. Où est donc passée la subvention ? Ce stage semble donc bien tout bénéfice pour l'école !

Et le stagiaire, quel bénéfice en retire-t-il ?

La formation que nous avons acquise consiste en des langages peu utilisés dans l'industrie, si bien qu'y trouver un emploi est, de fait,

impossible. De plus, nous avons peu pratiqué : il fallait « jouer des coudes » pour accéder au matériel, puisqu'il y avait un ordinateur pour 4 personnes.

Une de nos préoccupations principales pendant la formation a été de réclamer notre dû et de faire nos comptes. Nous recevions 40 % du SMIC, ce qui est bien peu ; il a fallu attendre deux mois avant de percevoir le premier acompte (qui a été de 400 F) ; quinze jours après cet acompte, le salaire total est arrivé, après bien des réclamations.

Durant la formation, nous étions considérés comme salariés de l'Etat et, de ce fait, nous n'avions pas droit aux acquis des chômeurs (gratuité des transports, aides au logement...). Seul avait droit à une indemnité de 500 F — forfaitaire — celui qui habitait à plus de 15 km du lieu de formation (et encore, 15 km SNCF, d'une gare à l'autre). En cas de maladie, toute demi-journée d'absence était décomptée ; si on manquait le vendredi ou le lundi, on perdait trois jours de paie. Bref, on gagnait plus au chômage !

En fin de formation, nous devions faire un stage en entreprise, considéré soi-

disant comme un stage de pré-embauche (publicité officielle). Sur notre groupe de 20, seuls deux élèves ont été envoyés à un stage dans leur branche. Certains stagiaires sont restés un mois à un bureau, l'entreprise ne leur donnant aucun travail : le stage ne coûte rien à l'entreprise pourtant et, comme on nous fait miroiter l'embauche, on aurait envie de travailler. Mais le stagiaire n'intéresse pas les employeurs : d'une part, notre formation est totalement insuffisante, on ne peut en aucun cas en faire un nouveau métier ; et d'autre part, les employeurs ne prévoient pas quelqu'un pour nous former.

Maintenant, notre stage est terminé. Pendant la formation, nous étions considérés comme salariés ; maintenant, l'Etat ignore ces six à huit mois, et nous devons recommencer à zéro, nous inscrire à l'ANPE et attendre six mois avant de percevoir une quelconque indemnité.

Tout de même l'école où nous avons reçu notre formation a fini par déboursier quelque chose : elle nous a offert un « pot » pour nous souhaiter bonne chance !

R.V. (Roubaix)

CHÔMAGE :

Des mesures sans résultat



Le journal Le Monde du 24 juillet, se référant à plusieurs études sur 1982 et 1983, souligne que la politique « active » pour l'emploi a coûté cher à l'Etat (64,7 milliards de francs en 1980 ; 90,3 milliards en 1981 ; 117,2 milliards en 1982) sans pour autant rapporter gros — loin de là — aux chômeurs.

Dans tout le fatras des mesures destinées à « combattre » le chômage, il est bien difficile de détecter celle qui a eu des résultats un tant soit peu tangibles. En bloc : la création d'emplois publics, les aides aux chômeurs créateurs d'entreprises et la réduction du temps de travail, n'ont à mettre à leur crédit, selon les statistiques citées, que 44 500 chômeurs de moins.

Selon les statistiques de l'OCDE pour la France, le pourcentage des moins de 24 ans contraints au chômage ne cesse de croître : 20,2 % de la population active en 1982, 21 % en 1983, il est estimé à 24,7 pour 1984 et 28,5 % pour 1985. Quant à l'effet de la politique de formation professionnelle et d'insertion des jeunes,

elle ne relève pas le lot. Alors que l'objectif du gouvernement était de 850 000 jeunes en formation pour 1983-84, il n'y en aura manifestement, fin 1984, que 510 000 en y incluant d'ailleurs les 100 000 places de stages promises par le CNPF. Et, selon le bilan du ministère de l'Emploi, l'effet de la politique de formation des jeunes sur l'évolution de l'emploi n'est évaluée qu'à 39 000 chômeurs de moins. Et encore, parce que 37 000 d'entre eux ont tout simplement été maintenus dans le circuit Education nationale. Les stages Rigout n'auraient servi qu'à 2 000 sans-emploi. Une réussite !

La seule mesure « concluante » qui a fait baisser le nombre de demandeurs d'emploi a été le décret du 24 novembre 1982... qui réduisait les durées et les taux d'allocation et qui avait entraîné l'exclusion de 230 000 chômeurs inscrits à l'ANPE.

Sûr qu'en privant les chômeurs de toutes ressources, on résout un problème : ils ne sont plus chômeurs... ils sont indigents. Ça, c'est de la politique sociale !

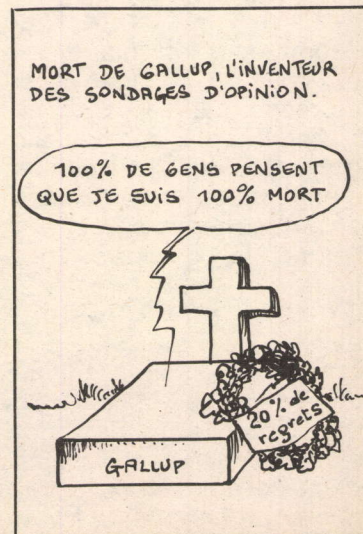
Opération jus d'orange

Le gouvernement, par le biais de l'ANPE, vient de lancer une « vaste opération » anti-chômage. Jugez plutôt : il s'agit de faire vendre, par des jeunes chômeurs, du jus d'orange dans les couloirs du métro. Des fois qu'un employeur en manque de bras

passerait justement par là.

On ne savait pas que les mouches s'attrapaient avec du vinaigre et les P-D.G. avec du jus d'orange, précisément dans le métro parisien.

Comme c'est simple ! Il fallait nous le dire plus tôt !



Le plan de rigueur, ça marche !

Encore une bonne nouvelle qui vient de tomber pour les patrons : les salaires ouvriers ont augmenté de moins de 2 % au deuxième trimestre 1984. C'est ce qu'indiquent les premières estimations de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail.

Le journal *Les Echos*, porte-parole des milieux patronaux, pavoise en gros titre dans son numéro du 2 août et décerne un satisfecit à l'ancien gouvernement : « Une belle réussite pour l'ex-gouvernement Mauroy, qu'il faut créditer de la désindexation des salaires sur les prix ». Voilà une parole reconnaissante qui va faire une belle jambe à Mauroy.

Les patrons sont d'autant plus satisfaits que, comme ils disent dans leur jargon, les salaires ouvriers n'ont pas « dérapé ». La hausse du SMIC (+ 6,8 % au premier semestre) a eu peu d'effet sur le taux horaire des salaires ouvriers (+ 3,5 % pendant la même période). « Le salaire ouvrier est resté sage », se félicitent *Les Echos*, qui notent que le coût salarial global (intégrant l'effet des cotisations sociales) ne progresse que de 0,4 % au premier trimestre 1984. On constate même, d'après les comptes de l'INSEE, un fléchissement du coût salarial par unité produite et même carrément une baisse dans certains secteurs industriels.

Dans le même temps, l'INSEE vient de réviser en hausse ses prévisions de hausse des prix pour 1984 : 6,7 % au lieu de 6,5 %. Principaux responsables invoqués : l'inévitable dollar, mais aussi les hausses des

tarifs téléphoniques récemment décidées par le gouvernement.

Les statistiques confirment une fois de plus ce que chacun constate : ce sont les salariés qui supportent, par les licenciements et la baisse du niveau de vie, les sacrifices que les patrons réclament pour que leurs profits se maintiennent.

Bordeaux-Bassens

Les marins du Néfeli : « Pas de sous, pas de sucre »

Depuis plus de deux mois, les marins du *Néfeli* sont en grève : ils occupent leur bateau amarré dans le port de Bordeaux-Bassens, bloquant ainsi les 3 500 tonnes de sucre destinées à la raffinerie Prodelis. L'équipage de ce bateau grec, battant pavillon panaméen, composé de marins de diverses nationalités, n'a pas été payé depuis 7 mois. Ils ont décidé que cela ne pouvait plus durer : « Pas de sous, pas de sucre », disent-ils.

Il faut préciser que, dans cette affaire, plusieurs inté-

rêts sont en jeu. Tout d'abord ceux de l'armateur grec Andriopoulos, qui a souscrit un emprunt auprès de la banque américaine Allied Bank. Andriopoulos déclare qu'il ne peut plus payer les salaires. Il n'aurait plus d'argent ! La banque new-yorkaise, quant à elle, serait prête à avancer 50 % des salaires, mais en échange du débarquement du sucre (le reste devant être payé ultérieurement). Cette proposition, les marins l'ont refusée catégoriquement en précisant : « Pas plus 50 % que 85 % ou 99 %. Nous voulons 100 % ou rien ». Enfin, d'autres compagnies de navigation seraient en jeu.

Toujours est-il que les tractations entre la Seastar Navigation Company (la société d'Andriopoulos) et la banque se font dans les coulisses, sur le dos des marins. La banque a hypothéqué le bateau pour se donner une garantie d'être remboursée ; Andriopoulos voudrait le récupérer ; et les marins, eux, veulent l'intégralité de leurs salaires pour pouvoir ensuite retourner chez eux.

Après plus de deux mois d'occupation, les « révoltés du *Néfeli* » gardent le moral : « Nous tiendrons aussi longtemps qu'il le faudra », dit l'un d'eux.

La municipalité socialiste de Bassens, la CFDT et la CGT soutiennent financièrement leur mouvement en organisant des collectes dans les entreprises.

Mais, quelle que soit l'issue du conflit, les marins du *Néfeli* ont adopté la seule réponse juste face à l'intransigeance de la Compagnie : la lutte.

Correspondant LO

Les CES continuent à flamber

Encore un CES qui a flambé comme une boîte d'allumettes : le CES Henri-Vallon à Garges-les-Gonesse, dans la banlieue parisienne. Malgré l'intervention de 7 casernes de pompiers, il n'est resté des bâtiments qu'un tas de poutrelles tordues par le feu. C'était l'un des 50 bâtiments scolaires, toujours en service, qui ont été construits il y a 15 ans sur le même modèle que le

CES Pailleron, dont l'incendie avait en février 1973 provoqué la mort en quelques minutes de 16 enfants et 4 adultes.

Ainsi, depuis 15 ans, on sait que ces bâtiments sont des pièges mortels, et on continue néanmoins à les utiliser.

On sait bien que, si le feu avait pris à Henri-Vallon pendant les heures de cours, cela aurait été une catastrophe. Les

900 enfants qui vont se retrouver à la rentrée sans école l'ont peut-être bien échappé belle. Ils ont eu la chance que leur école brûle pendant les vacances, et maintenant on va peut-être enfin leur en construire une neuve.

Mais il est scandaleux que la sécurité des enfants qui sont accueillis dans la cinquantaine d'autres bâtiments de ce type toujours debout soit laissée à de tels aléas.

DANS LES ENTREPRISES

Leroy-Somer Mansle (Angoulême)

Grève le dernier jour contre deux licenciements

Vendredi 27 juillet, dernier jour de travail avant les congés d'août, la direction a envoyé des lettres de licenciement à trois travailleurs : deux dans le département de Mansle et un aux Agriers.

Non-respect des horaires, absences trop fréquentes, manque de docilité vis-à-vis des chefs et manque de production : voilà les prétextes invoqués par le patron.

Mais si celui-ci croyait que ce sale coup de dernière heure allait passer en douceur, il en a été pour ses frais. A Mansle, aussitôt connue, la nouvelle a provoqué la colère. A la Fonderie, à l'Usinage, au Bobinage, tout le monde voulait faire grève. Et tout de suite !

A 11 heures, c'est à plus de 200 que nous sommes allés manifester devant le bureau de la direction pour l'annulation des sanctions.

La grève s'est poursuivie toute la journée. Mais quand, en début d'après-midi, le patron a voulu recevoir les syndicats, c'est avec tous les grévistes entrés dans la salle qu'il a dû discuter.

Là, patrons et chefs en ont pris plein les oreilles. Chacun a voulu défendre les camarades sanctionnés, accusant les chefs de mettre des temps impossibles à tenir et montrant à quel point les prétextes patronaux invoqués pour licencier ne tenaient pas debout.

Du coup, Cordet, le « responsable des affaires sociales » pour Leroy-Somer venu pour la circonstance, demandait « un délai de réflexion » et se retirait avec la direction de Mansle, la mine allongée. Pourtant, peu après, le chef de département revenait annoncer que les licenciements étaient maintenus.

Depuis que Chavanes (le P-DG de Leroy-Somer) a annoncé en juin dernier la mise en place d'un plan de rigueur et déclaré « qu'il était temps de siffler la fin de la récréation », ça n'est pas moins de 60 travailleurs qui ont reçu des lettres d'avertissement et 4 qui ont déjà été licenciés.

Les travailleurs avaient déjà réagi contre ces sanctions. Contre ces nouveaux licenciements, ce sont les travailleurs de Mansle qui ont réagi à leur tour. Cette journée de grève n'a pu suffire à faire reculer le patron. Mais tous les grévistes étaient satisfaits d'avoir montré que, même le dernier jour ils n'admettaient pas les crapuleries patronales.

Comme le disait un camarade au moment de partir : « Nous ne voulons pas de ces licenciements, ni aujourd'hui, ni après les congés ».

Le patron n'est pas quitte. Rendez-vous est pris pour le jour de la rentrée, après les quatre semaines de fermeture !

Correspondant LO

Central téléphonique Paris Inter-Archives

L'administration a cédé

Depuis le 2 juillet, les agents qui assuraient la permanence de nuit avaient décidé de refuser de faire ces services tant que l'administration n'augmentait pas la compensation correspondante.

Après avoir adressé aux grévistes des « demandes d'explication » pour absences irrégulières, après avoir réduit la compensation pour ces nuits de 12 h à 6 h 20, et « désigné d'office » les grévistes pour les obliger, sous prétexte de sécurité, à assurer leurs services, l'administration s'est retrouvée non seulement devant le mouvement qui tenait bon, mais devant

un préavis de grève totale (jour, nuits, dimanche et fériés) déposé à partir du mardi 31 juillet.

Le vendredi 27 juillet, la direction régionale recevait les représentants de la CFDT pour leur annoncer, après trois heures de palabres, qu'elle accordait 15 heures de repos compensateurs, au lieu de douze précédemment, et cela à compter du 2 juillet, date du début du mouvement.

Le lundi 30 juillet, l'assemblée générale des grévistes, contents d'avoir fait céder la direction, décidait d'arrêter le mouvement.

• CREUSOT-LOIRE (Le Creusot)

Un dépôt de bilan meurtrier

DEUX MORTS D'ACCIDENT DU TRAVAIL...

Au laminage de l'usine Creusot-Loire du Creusot, le vendredi 20 juillet, un ouvrier électricien est mort en réparant un poste tombé en panne. Il était monté sur le chemin de roulement et, au moment où il entra dans la cabine, son bras a touché un fil électrique qui longe le chemin de roulement. A peine a-t-il eu le temps de descendre du pont et de dire à son compagnon de travail qu'il avait eu chaud car il venait de recevoir une sacrée décharge électrique, qu'il s'est écroulé. Quelques heures plus tard, il était mort.

Officiellement, les causes précises de l'accident ne sont pas encore déterminées et, si l'on en croit les habitudes de l'usine, elles ne le seront pas de sitôt. Pourtant l'installation électrique de ce pont est des plus vétustes et non conformes. Tous les ponts actuels ont leur installation électrique isolée et inaccessible. Sur ce vieux pont, les fils restent encore dénudés et courent sur des isolateurs à portée d'homme, le long du chemin de roulement.

Aussitôt après la mort de leur camarade, les électriciens ont demandé des explications à la maîtrise, qui est devenue subitement muette. Chaque accident à l'usine (et ils sont nombreux) est entouré, après, d'un véritable mystère. Les conclusions exactes des enquêtes ne sont jamais dévoilées.

Ce fut le cas il y a six mois où, en février dernier, un camarade a été écrasé par une pièce dans l'atelier de Framatome. Il est mort deux mois plus tard, des suites d'une amputation d'un bras et d'une jambe. L'accident s'était produit en fin de poste de nuit : une plaque d'outillage de 2 tonnes était suspendue par des câbles, accrochée par des anneaux de levage vissés dans la pièce elle-même. Alors que ce camarade s'était glissé sous la pièce pour la nettoyer par en-dessous, l'un des anneaux de levage a lâché. Après l'accident, on s'est aperçu que l'anneau de levage utilisé n'avait pas la bonne dimension. Il avait été utilisé de nombreuses fois sur cette même pièce, jusqu'à l'accident.

Ceci survient en pleine campagne de sécurité, une campagne à l'américaine, sans but, sans même la volonté d'éviter ou de limiter les accidents, seulement pour faire diversion et faire oublier aux ouvriers que l'usine a déposé son bilan.

Aussi la maîtrise a amusé la galerie en faisant des montages audiovisuels, en distribuant de petits cadeaux publicitaires, en donnant des T-

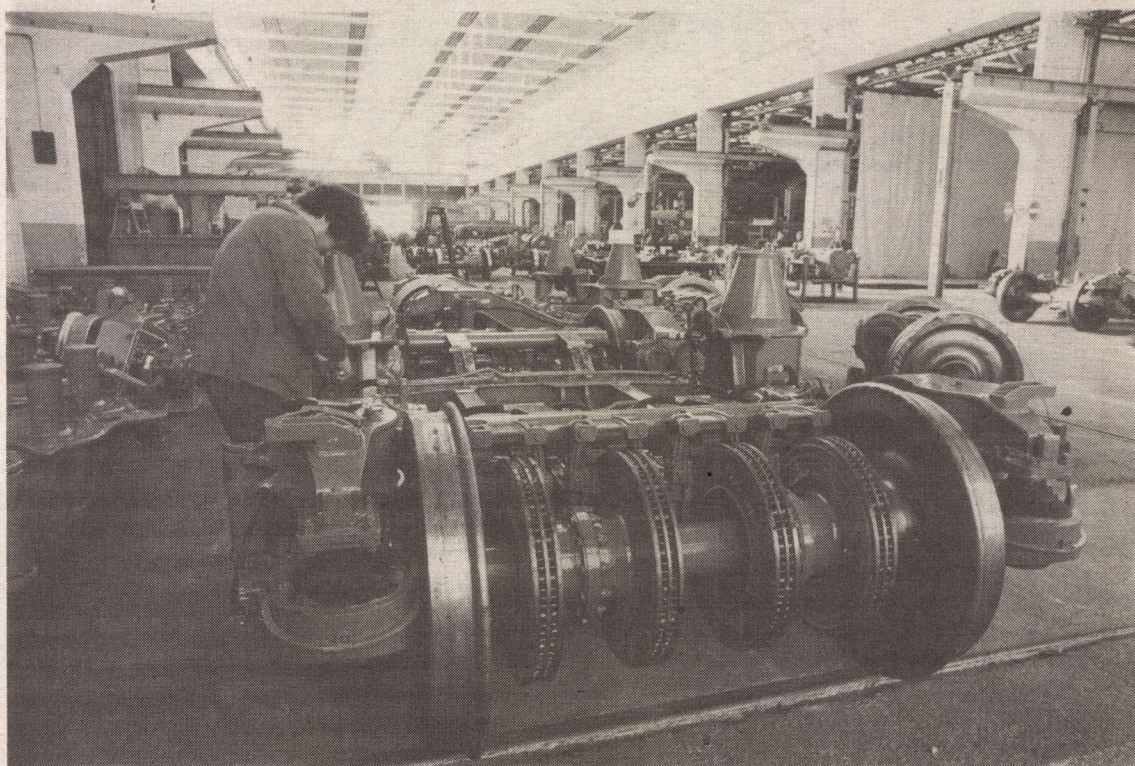
shirts blancs avec, comme motif, un cœur rouge entouré d'un paysage bleuté souligné d'une inscription « Avenir et Sécurité - Creusot Marrel ». Certains groupes ont même eu droit à des boissons rafraîchissantes. C'est au milieu de tout ce cirque que deux ouvriers ont trouvé la mort, par irresponsabilité de la direction !

MAIS, D'APRES LE DIRECTEUR, ON A LA SECURITE QU'ON PEUT SE PAYER...

L'usine Creusot-Loire est incroyablement dangereuse car, dans cette usine, l'homme est minuscule face au gigantisme des ateliers de mécanique lourde et des pièces usinées, et la moindre détérioration de matériel ou négligence dans la façon d'amarrer les pièces a toujours eu des conséquences dramatiques. Le tribut payé par les ouvriers creusotins est effroyable et chaque année il y a plusieurs morts et des dizaines d'ouvriers gravement mutilés. Mais cette situation a pris des aspects de plus en plus alarmants depuis que les patrons de Creusot-Loire ont déposé leur bilan et même bien avant, depuis qu'ils annoncent des difficultés financières pour l'entreprise et qu'il est question de se débarrasser du secteur métallurgie du Creusot. Un peu partout il semble qu'il y ait un laisser-aller général, y compris de la maîtrise qui n'a plus le « feu sacré ». C'est un peu comme si on travaillait à vide : « après moi le déluge ». Alors à quoi bon remplacer ou contrôler si rigoureusement le matériel ? Ce qui compte c'est que la production sorte comme il est prévu. Mais peu importe dans quelles conditions ! Ainsi, aux aciéries, le directeur prétend que, dans la mesure où il y a moins de coulées à faire, il faut moins de temps et de personnel pour contrôler les ponts, les postes de coulée, les poches de coulée ou les tuyaux d'alimentation. Seulement, si le personnel a été réduit de 2/3 en deux ans, les installations fonctionnent de façon aussi intensive qu'avant. Mais, maintenant, dans des conditions de précarité dignes du 19^e siècle.

A Framatome, (c'est pourtant un atelier parmi les plus modernes), le matériel de levage n'a jamais été systématiquement contrôlé. Et pourtant les ouvriers usinent en permanence des pièces de plusieurs dizaines de tonnes suspendues. Il est d'ailleurs arrivé plusieurs fois que des ouvriers refusent la poursuite du travail, car ils entendaient des craquements anormaux au-dessus de leurs têtes.

Depuis ces derniers mois, les relations perturbées avec



les entreprises sous-traitantes de Creusot-Loire ont pour conséquence que le matériel nécessaire à la sécurité, comme les chaussures, les gants, n'est pas livré à temps. Ou alors que les vérifications de matériel ne soient plus effectuées dans les délais prévus. Ainsi, dans l'atelier de mécanique CM1, des travailleurs ont appris que certains descenseurs (ou stop-chute), qui sont installés sur chaque pont pour permettre au conducteur de sauter en cas de danger, ont atteint leur limite de garantie. Ceux qui sont stockés au magasin ne sont pas plus fiables, car ils n'ont pas été envoyés à l'entreprise spécialisée qui les vérifie tous les six mois.

En conséquence de ce laisser-aller général, ces deux dernières semaines, en plus de l'accident mortel au laminage, c'est une multitude d'accidents auxquels les ouvriers ont par chance échappé. Par exemple, il y a quinze jours, à la forge, une pièce de plusieurs tonnes a heurté dans son transport un morceau de ferraille qui, en se soulevant, a entaillé profondément la jambe d'un ouvrier.

Aux aciéries, le lundi matin 23 juillet, un morceau de ferraille de plus d'un mètre de long s'est détaché d'un pont de coulée. Il est tombé à côté de deux ouvriers qui se trouvaient près des poches de coulée.

Au laminage, le mardi après-midi, 24 juillet, un pont de trente tonnes tombe en panne : l'un des deux électro-aimants qui collent les tôles pour les transporter ne fonctionne plus. Le chef d'atelier prend malgré tout la décision de continuer le travail, qui soi-disant presse. Pourtant des tôles de huit à dix mètres de long sur 2,5 m de

large et de 15 à 20 tonnes sont transportées à proximité d'une dizaine d'ouvriers.

Le directeur des aciéries prétendait récemment qu'à

Creusot-Loire, on avait la sécurité qu'on peut se payer. Ce cynisme se passe de commentaire.

Correspondant LO

• LA CIOTAT

Chômage partiel aux Chantiers Navals

Quinze jours avant les vacances, le 19 juillet, en réunion extraordinaire du CE, la direction a annoncé des mesures de chômage partiel qui seraient effectuées début septembre.

Les bureaux seraient les premiers touchés et les horaires seraient ramenés à 34 h 30 par semaine. Ce qui n'est pas pour nous déplaire. Mais où ça ne va plus, c'est lorsque la direction annonce que nous ne serions payés que 36 h. Ce qui représente en fait une perte de salaire, en moyenne, de 350 à 400 F par mois. Lorsque l'on sait qu'un travailleur des CNM, P2, après dix ans de travail touche environ 5 100 F par mois, on peut en déduire que les mois seraient difficiles avec 400 F en moins.

La direction a annoncé également 110 départs en préretraite ainsi que des aides financières pour les départs volontaires. C'est-à-dire une baisse de revenu.

Vendredi 20 juillet nous avons débrayé à l'appel des syndicats, parce que nous savons bien que, quand la direction commence ses attaques, on ne sait pas où ça va finir.

La principale industrie de La Ciotat, c'est l'industrie navale. La petite ville semble construite autour des Chantiers et, dans de nombreuses familles ouvrières, on travaille aux Chantiers de père en fils.

Les jeunes de la région vont au centre d'apprentissage Louis-Benet, qui dépend directement des Chantiers.

Avant, en sortant de Louis-Benet, les jeunes étaient sûrs, avec leur CAP, d'avoir une place aux CNM. Maintenant, le centre reçoit des subventions de l'Etat pour former des jeunes qui ne trouvent pas de travail, ou seulement des contrats de quelques mois.

Les HLM, les grandes cités de La Ciotat sont habitées en majorité par les familles des travailleurs des CNM.

Les cafés, les boulangeries du port ouvrent l'été à l'embauche, c'est-à-dire à 4 h, car leurs principaux clients, ce sont les ouvriers qui sont là toute l'année, alors que la saison touristique ne dure que quelques mois.

Alors, si nos salaires baissent, c'est en définitive toute la ville de La Ciotat qui en subira les conséquences.

Correspondant LO

A Los Angeles, l'or ne se gagne pas que sur les stades

Les médailles de Los Angeles ne seront pas qu'en chocolat

Les athlètes français qui obtiendront une médaille aux Jeux de Los Angeles percevront personnellement :

- 100.000 F pour une médaille d'or,
- 50 000 F pour une médaille d'argent,
- 20 000 F pour une médaille de bronze.

Ces gratifications, prélevées sur le Fonds national pour le développement du sport et distribuées par les fédérations sportives, auraient de quoi choquer les partisans de la rigueur et les tenants de l'austérité. Mais il est vrai que l'Etat et le Comité Olympique français ne prennent pas trop de risques en faisant preuve d'une telle générosité.

Sauf miracle, il ne devrait pas y avoir abon-

dance de médailles françaises à Los Angeles. En 1980, à Moscou, alors que de nombreux pays avaient boycotté les Jeux, les Français n'ont pu obtenir que 6 médailles d'or, 5 médailles d'argent et 3 de bronze.

Cette fois, on considère généralement que, malgré l'absence des pays de l'Est, la concurrence sera plus relevée qu'à Moscou. Alors, même si les Français font aussi bien, et même un peu mieux, le prix à payer pour les médailles ne devrait pas atteindre des sommes colossales.

Une chose est sûre en tout cas, c'est que l'on ne pourra pas dire que les athlètes français concourent pour de simples médailles en chocolat.

Il paraît que les Jeux Olympiques de Los Angeles sont les premiers Jeux « privés » depuis bien longtemps, dans ce sens que le comité d'organisation n'a reçu aucune subvention fédérale ou municipale. Mais cela ne l'empêche pas de projeter de réaliser une quinzaine de millions de dollars de bénéfice, sur un budget de 553 millions.

Plus de la moitié de ces recettes viennent des droits de télévision. Une affaire mirobolante pour la chaîne ABC, qui s'est assuré le quasi-monopole de la couverture des Jeux et espère récupérer 440 millions de dollars en recettes publicitaires. Le reste est versé par 135 sociétés privées (dont 4 françaises) qui, à un degré ou à un autre, ont acheté les Jeux

Olympiques. Depuis le droit d'utiliser directement les compétitions dans la publicité jusqu'à celui de se servir du logo ou de la mascotte des jeux.

La flamme olympique devait parcourir 10 000 km en territoire américain. Le comité a découpé le parcours en tranches de 1 km et il a vendu 3 000 F le km le droit de faire un bout de chemin avec la flamme sacrée.

Quant aux dépenses, elles sont serrées. Tout est calculé au plus juste : hébergement dans les universités, ravalement des vieux bâtiments plutôt que constructions d'immeubles neufs. Les athlètes sont parqués à 8 par appartement, transportés dans de vieux bus.

Tout est payant, même les journaux français que les NMPP (messageries de presse françaises) envoient pourtant gratuitement au village olympique. Money is money. Il faut bien que le bénéfice vienne de quelque part.

On raconte que Chirac, qui a fait le voyage, est resté baba devant cette merveille d'organisation capitaliste. Mais il doit certainement douter de ses propres capacités de gestionnaire car, dans l'éventualité où la candidature de Paris serait retenue en 1992, il préfère prudemment que l'Etat s'occupe de la gestion... et du déficit. Un capitalisme à la française, en somme !

Claude CHARVET

Billets : marché noir et grosses combines

Quelques jours après le début des Jeux, le billet d'entrée se revendait 1000 dollars (8 900 F), soit cinq fois le prix initial. Il reste encore des billets vendus aux guichets officiels, mais ils ne donnent pas droit d'assister aux finales. Aussi des petits malins vont jusqu'à Londres racheter leurs billets à ceux qui ne peuvent pas venir pour une raison ou une autre, et les revendent avec bénéfice.

Mais ces revendeurs, autorisés en Californie, ne sont que des enfants de chœur comparés aux magouilles des organisateurs des Jeux. Ceux-ci, comme de juste, ont émis des billets. Une personne désirant suivre les compétitions matin et soir pendant deux semaines devrait déboursier 3 000 dollars (26 700 F). Les recettes aux guichets devraient ainsi se monter à 100 millions de dollars, ce qui est une coquette somme.

Mais cela ne suffisait pas aux organisateurs. Alors que le stade contient 92 000 places, ils ont vendu un an à l'avance 300 000 billets au prix de 200 dollars, et c'est un ordinateur qui a choisi les heureux élus. L'argent collecté a été placé en banque et a rapporté la bagatelle de 4 millions de dollars aux organisateurs au bout d'un an.

208 000 acheteurs environ ont été remboursés, pas à 200 dollars mais à 199. Cela faisait 208 000 dollars de plus dans la poche du Comité Olympique.

N'en jetez plus !

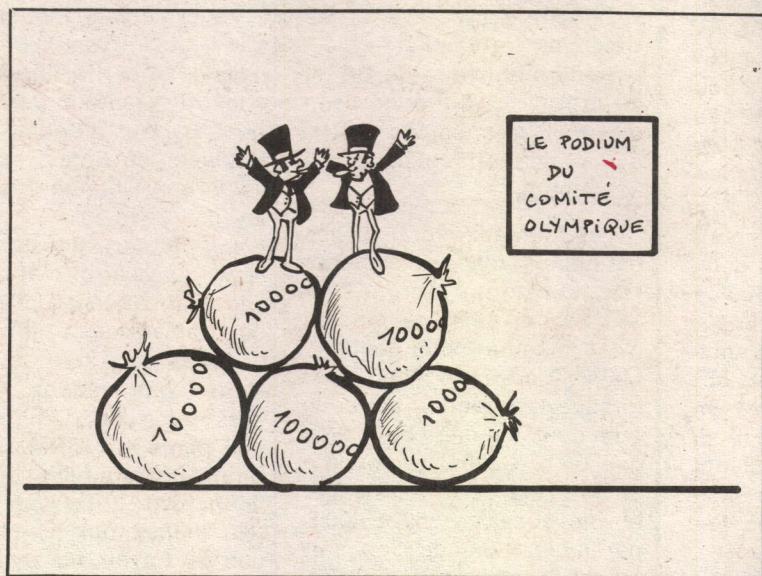
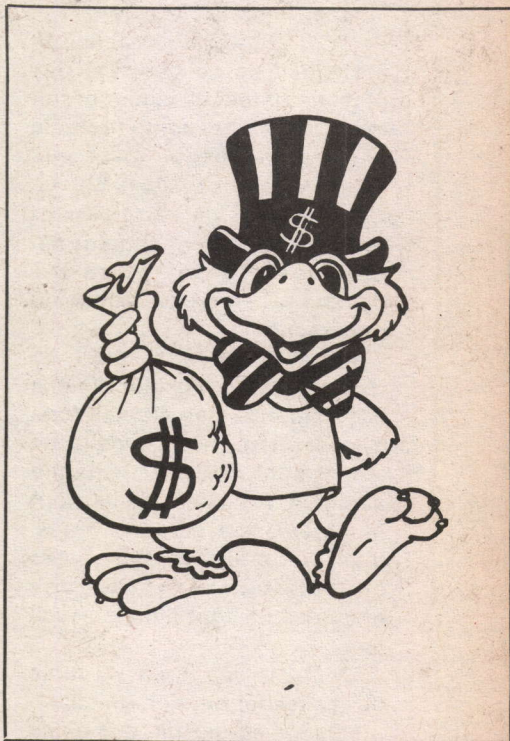
America, America !

8 700 figurants, pour un super-spectacle à la gloire des USA : ça a débuté par un homme volant, réacteur sur le dos, qui faisait penser aux premiers Américains dans la Lune, et qui était un hymne aérien à l'Amérique des techniques de pointe.

Puis ce fut le retour à l'Amérique profonde, celle du Far West, de la remontée du Mississippi, de la comédie musicale, du jazz, de Michaël Jackson.

L'Amérique de la réussite, du fric et du nationalisme primaire. 140 nations invitées, mais une seule a eu le droit de parler et en a profité pour exalter le nationalisme.

Bref, une entrée en matière bien dans le ton de cette foire au chauvinisme que sont les JO.



Jamais 2 sans 3 ?

En 1980, les USA avaient boycotté les Jeux de Moscou sous prétexte de l'intervention russe en Afghanistan. En 1984, les Russes leur retournent la pareille. Mais si les Jeux souffrent de l'absence des Russes, ils récupèrent les athlètes chinois.

L'idéal olympique en a encore pris un coup, mais il en a l'habitude.

Le problème est que les Jeux de 1988 doivent avoir lieu en Corée du Sud, à Séoul. Moscou soutient la Corée du Nord. Un troisième boycott pointe-t-il à l'horizon ?

Pour éviter le pire, la Grèce propose de revenir à un foyer national grec, situé on ne sait où. Sûrement à Olympie. Seules les îles Seychelles soutiennent ce projet.

Ah ! s'il n'y avait pas le sport, que la politique serait donc simple !

Gare aux gorilles !

6 910 agents de Los Angeles, sans compter les FBI, 600 agents très spéciaux de la protection de Reagan, plus 25 000 gardes



Fric and smog

A Los Angeles, les athlètes ne luttent pas seulement entre eux, mais aussi contre le smog. C'est le nom qu'on donne à la couche de brouillard mélangé aux vapeurs d'essence et aux fumées d'usine qui stagne en permanence au-dessus de l'énorme agglomération.

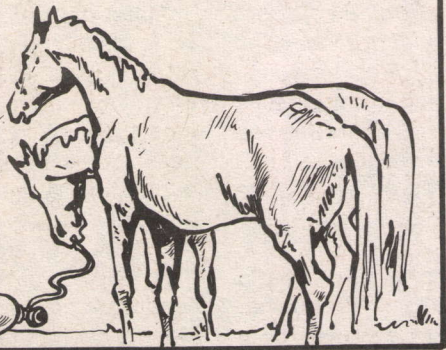
Ce smog est tellement nocif aux efforts d'endurance que les organisateurs ont déplacé de 150 km vers le sud les épreuves du concours complet d'équitation. Les cavaliers britanniques, qui sont eux de grands amis des bêtes, ont néanmoins apporté des masques à oxy-

gène pour les chevaux.

Mais ce qu'aucune bête ne ferait, on le demande aux hommes, car les marathoniens, eux, devront courir à Los Angeles même, entre 17 et 19 h, c'est-à-dire au moment de la journée où le smog est le plus dense à cause des gaz d'échappement des voitures. Mais c'est aussi dans cette tranche horaire que l'indice d'écoute est le plus grand à la télévision. Et comme ce sont les droits de télévision qui constituent l'essentiel des recettes du comité d'organisation, tant pis pour les coureurs bipèdes !

C.C.

IDIOT C'EST
PAS DE L'AVOINE
C'EST DE
L'OXYGENE



Los Angeles : une ville propre

Pour préserver la bonne réputation de la ville, la municipalité et des sociétés privées ont déposé plus de 200 « smokings » à l'asile de nuit des clochards.

Le but était de transformer la misère en élégance « sortable ». Mais les clochards ont préféré leurs vêtements de tous les jours : « Pas question de se

déguiser », ont dit les vagabonds.

Mais pas question pour les USA de faire voir ses miséreux. Et aux dernières nouvelles, selon *Le Figaro* du 30 juillet, les clochards auraient été parqués dans des camps.

Une veste pour la France

La presse unanime avait critiqué la tenue arborée par la délégation française, et en particulier un horrible blouson bleu et kaki clair, œuvre de la société Carven, qui était censé représenter le fin du fin de la haute couture française.

Cela n'a pas été du goût de la vice-présidente de cette société, qui a dit qu'il s'agissait là d'une affaire « politisée » et que l'habillement avait été jugé « sur une mauvaise retransmission par satellite et par conversion des systèmes couleur entre les Etats-Unis et la France ».

Qui a dit que ça volait bas, dans la haute couture ?

Les Jeux de la triche

Aux yeux de tous, les Jeux c'est d'abord l'idéal olympique de se dépasser, de gagner vaillamment les compétitions de par sa seule ardeur, son seul courage, son seul talent.

Mais si les Jeux ont été ressuscités par Pierre de Coubertin, après un sommeil de 15 siècles, ce fut en exacerbant ce que les jeux grecs de l'Antiquité ont toujours pratiqué : la triche pour la victoire à tout prix. Erich Segal, dans un article du *Figaro* du 28 juillet, relate que « les boxeurs olympiques connaissent là où ils n'étaient nullement supposés cogner et encaissaient des pots-de-vin pour aller au tapis. Les coureurs démarraient avant le coup de pistolet (ou plus exactement de trompette) et se faisaient des croche-pattes pervers dans les virages ».

Les conducteurs de chars étaient plus brutaux encore. Et lors des Jeux organisés sous l'Empire romain, « on a enregistré des cas (prouvés) de conducteurs qui ont carrément poignardé leur rival alors que les deux attelages galopaient roue dans roue ».

Désintéressés, les athlètes grecs, allons donc ! Ils « étaient exemptés d'impôts dans leur ville natale et pouvaient être assurés de manger gratis jusqu'à la fin de leurs jours ».

La politique s'en mêlait déjà. Syracuse racheta le plus grand sprinter de l'Antiquité, Astylos, et lui fit changer de nationalité pour la plus grande gloire de Syracuse (il était originaire de Crotone).

Lorsque les Jeux ressuscitèrent en 1896, ce fut en

respectant les traditions antiques.

En 1904, on s'aperçut que le vainqueur du marathon « n'avait pas couru la totalité de la distance, avait été pris d'une crampe et avait fait un peu d'auto-stop » et, toujours selon Erich Segal, aux Jeux de 1972, le champion soviétique de l'épée avait « bricolé le câblage électrique de son épée pour que celle-ci se déclenche au moment où lui le jugerait bon ».

Avec les temps modernes, les drogues prennent le relais des astuces « techniques » trop grossières.

En 1904 J.-J. Hicks obtint la médaille d'or du marathon bien qu'il se soit remonté au cours de sa route à grands coups... de Cognac et à petites doses de strychnine, ce qui était moins courant.

Les maquignons du stade vont trouver des soupes pour chaque discipline, même au prix du délabrement final de l'organisme du sportif.

Après la mort en 1960 du coureur cycliste danois Knut Jensen, victime durant les Jeux Olympiques d'une overdose de stimulants, le Comité Olympique se décida enfin à instaurer un contrôle anti-doping et, à partir de ce moment, l'affrontement se fit de plus en plus sournois entre

CIEL J'AI PRIS
TROP DE DOPANT



dopeurs et contrôleurs-gendarmes.

Les listes de produits dopants se multiplièrent. D'abord les stimulants comme les amphétamines, puis les anabolisants de synthèse utilisés comme engrais musculaires, les hormones de croissance, les bêta bloquants. Mais les dopages continuèrent de plus belle. Tel est le cas de cet athlète à qui on a dû annoncer qu'il était... enceinte car, pour ne pas se faire prendre, il avait donné l'urine de sa femme.

On a fini par instaurer, à la fin des années 1970, des « vérifications sexuelles » pour les athlètes féminines, qui s'étaient tant dopées aux hormones mâles qu'elles avaient tendance à passer de l'autre côté de la barrière.

La lutte contre le dopage a officiellement pour but de défendre l'idéal olympique, mais la lutte est perdue d'avance. Non seulement à cause des progrès de la médecine, mais surtout à cause de l'esprit même des Jeux : la compétition pour vaincre à tout prix. Ce n'est que lorsque de telles compétitions n'auront plus pour objet cette course intéressée aux exploits que le sport servira au développement harmonieux des capacités humaines, et uniquement à cela.

OPA sur les Noirs aux JO

Les Noirs étaient à l'honneur lors des cérémonies d'ouverture des Jeux Olympiques.

Rafer Johnson, ce champion de décathlon des années 1960, reçut la flamme olympique des mains de Gina Hemphill, la petite fille de Jesse Owens, le quadruple champion des Jeux Olympiques de Berlin de 1936 à qui Hitler refusa de serrer la main.

C'est Edwin Moses, le coureur invincible du 400 mètres haies, qui a prononcé le serment olympique. C'est enfin Carl Lewis qui fut placé dans le défilé des athlètes en tête de la délégation américaine.

Non seulement les Noirs étaient à l'honneur, mais aussi la musique noire, le jazz, et jusqu'au *Beat it* de Michaël Jackson.

Tout cela était trop beau pour être honnête : la manœuvre était si évidente que l'organisateur des Jeux, Peter Meberoth, a cru nécessaire de s'expliquer : « Rafer fut élu parce que le Coliseum est situé au cœur de la communauté noire et nous désirions saluer la population de cette communauté, qui a été si active dans son soutien à nos efforts en faveur de l'olympisme, aussi bien que les nations africaines, qui sont ici nom-

breuses pour participer aux Jeux ».

Ne serait-ce pas plutôt que la campagne de Jessie Jackson pour les démocrates risque de priver Reagan des voix de Noirs et qu'il lui faut s'efforcer de regagner le terrain perdu ?

Mais gestes spectaculaires et bonnes paroles ne changent rien à la situation réelle des Noirs de la riche Amérique. Et, comme le notait le correspondant de *Libération* le 30 juillet : « Dans le Coliseum en fête, les Noirs qui ne sont pas athlètes, musiciens, ou danseurs, ont de ravissantes blouses de chirurgien fuchsia et... vendent du coca-cola ».

Le gouvernement se prépare à la répression

Le gouvernement socialiste de Mario Soares a fait adopter par le Parlement de Lisbonne une loi, dite de « sécurité nationale », qui étend considérablement les pouvoirs légaux de la police.

Dorénavant, la police portugaise pourra arrêter des suspects et perquisitionner sans le moindre mandat. Elle pourra également surveiller la correspondance et procéder à des écoutes téléphoniques. En outre elle aura accès à une banque de données qui amassera toutes sortes d'informations ayant trait à des activités susceptibles de « mettre en danger l'ordre public ». La même loi interdit par ailleurs certaines manifestations et réunions.

Cette loi répressive a été adoptée par les députés socialistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens. Tous les autres groupes parlementaires, communistes, extrême-gauche, MDP, UGDS, ASDI et les verts, ont voté contre, en attirant l'attention sur le fait que cette loi revenait à reconstituer l'ancienne PIDE, la tristement célèbre police politique de la dictature de Salazar et dont la dissolution après le coup d'Etat du 25 avril 1974 avait été un des gestes les plus marquants, le symbole même de la démocratie retrouvée.

Bien sûr, cette nouvelle loi ne peut que faire plaisir aux policiers, qui se sentiront probablement les mains un peu plus libres, dans la mesure où ils seront couverts par la loi, et pas seulement par leurs supérieurs ou par le gouvernement. Mais il est probable que la portée de cette mesure soit plus politique et plus générale.

Le Portugal subit la crise économique mondiale avec la même intensité qu'un pays sous-développé. L'économie est en pleine faillite. De nombreux salaires et les pensions versées par l'Etat ne sont plus payés depuis des mois. L'inflation est galopante. Une part importante de la population n'a pas d'emploi fixe et se débrouille tant bien que mal.

Pour l'instant, cette situation n'entraîne que des réactions sporadiques de la classe ouvrière. Mais le mécontentement populaire est si profond et la situation s'aggrave à une vitesse telle que le gouvernement peut être inquiet et prévoir le pire. Les exemples proches des émeutes de Tunisie et du Maroc, même si la situation au Portugal n'atteint pas le même degré de gravité, lui donnent à réfléchir. Et ce n'est pas une hypothèse d'école. Les experts de l'OCDE, dans leur rapport annuel paru récemment, parlent de « *sérieuses difficultés prévisibles à court terme* ».

La loi, dans ce contexte, ne donne pas de véritables moyens supplémentaires à la police, mais marque bien la volonté du gouvernement

socialiste de Mario Soares de prendre les devants et d'affirmer d'une façon catégorique sa détermination à faire face à toute explosion sociale avec rigueur et sévérité.

Les arrestations opérées dans les milieux d'extrême-gauche au titre de la lutte contre le « terrorisme » et celle, plus spectaculaire encore, du général Otelo de Carvalho, symbole de la « révolution des œillets », vont dans le même sens.

Mario Soares, le chef socialiste du gouvernement actuel, a été au pouvoir dans les premières années du nouveau régime. Il a été le principale artisan de la remise en ordre. C'est lui qui est revenu sur les principales conquêtes antérieures. Il a rendu terres et usines aux propriétaires expropriés. Il a indemnisé les nationalisés. Il a amnistié et relâché les hommes impliqués dans la dictature de Salazar. Aujourd'hui, c'est lui qui impose une politique d'austérité et de rigueur comme peu de pays en connaissent.

Et c'est lui qui se prépare, ou prépare le terrain à d'autres, pour faire face aux conséquences prévisibles de cette politique antiouvrière et antipopulaire.

Alain MARQUET

Treize condamnations à mort

Le tribunal de Casa-blanca a condamné à mort le 30 juillet 13 personnes, dont 7 par contumace, dans le procès dit des « soixante et onze intégristes ». 34 accusés ont été condamnés à la prison à perpétuité, et les autres à la prison ou à de fortes amendes.

Les condamnés avaient été arrêtés au lendemain des émeutes de janvier dernier, émeutes qui s'étaient déclenchées au moment de l'annonce de la hausse de prix brutale de produits de première nécessité.

Mais ce qu'on leur reproche, ce pourquoi ils ont été condamnés, c'est d'avoir reçu de l'étranger des tracts « d'inspiration iranienne, afin de les distribuer dans différentes villes marocaines » et d'appartenir aussi à l'association « Jeunesse Islamique » qui voudrait installer au Maroc un régime semblable au régime iranien.

Cela, l'accusation n'a même pas pu le prouver. Comme elle ne pouvait bien sûr pas prouver que ces jeunes étaient à l'origine des émeutes de janvier, car elle ne se serait pas fait faute de s'en servir.

Et la peine de mort, ou la prison à perpétuité, pour des accusés dont la plupart sont des lycéens de moins de 20 ans (les principaux

responsables du mouvement intégriste sont en exil), dont le seul crime serait d'avoir distribué des tracts ou d'être membres d'une association interdite, c'est un verdict révoltant. Mais, s'il met en lumière le vrai visage de la dictature de Hassan II, qui aime se présenter comme un monarque éclairé vis-à-vis de l'opinion occidentale, il montre aussi la peur que ressent Hassan II pour son régime, ébranlé en janvier 1984 par les émeutes populaires.

Par ces lourdes condamnations, par la terreur, il espère sans doute juguler la montée des oppositions.

Mais, dans une situation où la vie est de plus en plus difficile pour la population et où l'avenir est de plus en plus bouché pour la jeunesse (plus de 60 % de la population a moins de 20 ans et, à cause de la crise mondiale, le régime n'a même plus l'exutoire de l'émigration à proposer aux jeunes chômeurs), on peut parier que ce ne sont pas ces condamnations, même très lourdes, qui pourront empêcher la population de se révolter et les jeunes de chercher à s'organiser, y compris dans le mouvement intégriste si c'est celui-ci qui leur semble le plus radical. Au contraire.

La hausse folle du dollar

Il n'y a pas que les sportifs américains qui battent des records. Leur monnaie aussi. Le dollar, en passe de franchir les 9 F, établit en effet un « nouveau record historique ». A vrai dire, depuis cinq ans, le dollar ne cesse de battre ses propres records.

A l'origine de cette hausse aussi spectaculaire que continue : l'afflux des capitaux de tous les pays du monde, attirés vers les Etats-Unis par la recherche de la sécurité et surtout par des taux d'intérêts très élevés.

Car le marché américain est fortement demandeur de capitaux. Pour financer son énorme déficit budgétaire, de 170 à 180 milliards de dollars, pour financer le déficit de la balance commerciale américaine, qui

se creuse d'autant plus vite que le cours élevé du dollar est un handicap pour les exportateurs américains. Selon les estimations, il se situerait entre 110 et 130 milliards de dollars (contre 70 l'an dernier).

C'est dire que la hausse du dollar, loin de traduire la bonne santé de l'économie américaine, traduit surtout le besoin grandissant de capitaux pour boucher les déficits, et l'attrait spéculatif que représente le dollar pour les détenteurs de capitaux de par le monde qui cherchent des profits rapides, que l'investissement productif serait bien incapable de leur procurer.

Il est vrai que l'endettement considérable de l'Etat américain entretient une reprise, toute relative d'ailleurs, de

l'économie US aux dépens des autres pays. Que ceux-ci s'enfoncent alors un peu plus dans la crise, ou qu'ils réagissent en s'efforçant d'intéresser les capitaux à venir chez eux (comme viennent de le faire l'Allemagne et le Japon, en supprimant les retenues à la source sur les intérêts d'emprunts souscrits par des étrangers), le résultat risque d'être le même : une course qui tourne à la fuite en avant.

La spéculation se porte bien. Ce sont les consommateurs, les contribuables, les travailleurs et les chômeurs de tous les pays qui payent l'addition. Et l'économie mondiale non seulement ne se porte pas mieux, mais se trouve chaque jour un peu plus au bord du précipice.

La sainte qui touche !

La « Pieuse union de Jésus le miséricordieux » sise à Vercelli en Italie, n'avait rien d'une secte exotique. Au contraire, c'était une institution reconnue par la hiérarchie catholique. Et sa fondatrice, « Mama Ebe », était secondée par un prêtre tout ce qu'il y a d'authentique.

Seulement « Mama Ebe » était un peu trop portée sur la lire, au point d'en avoir accumulé quelques milliards grâce aux donations et au travail de ses fidèles. Et puis certaines mauvaises langues lui ont reproché d'avoir quelque peu séquestré des jeunes filles dans son couvent, et d'y être allée un peu fort avec les mortifications...

Et comme la petite affaire de « Mama Ebe » n'avait quand même rien d'une banque Ambrosiano, le Vatican a fini par la laisser choir, après 30 ans de bons et loyaux services, et la voilà maintenant condamnée à plusieurs années de retraite... derrière les barreaux. Ce qui s'appelle tomber du ciel...

Face à la justice de Margaret Thatcher, les mineurs doivent s'appuyer sur l'ensemble de la classe ouvrière

Le 30 juillet, pour la première fois depuis le début de la grève des mineurs britanniques, il y a près de cinq mois, la justice a condamné le NUM, le syndicat des mineurs, au nom des lois anti-grève introduites en 1980 et 1982 par le gouvernement Thatcher: la Haute Cour a en effet condamné le NUM du pays de Galles à une amende de 600.000 F pour infraction à la législation sur les piquets de grève.

Des lois mille fois défilées par les mineurs et jamais appliquées jusqu'à présent

Et pourtant ce ne sont pas les occasions qui ont manqué auparavant au gouvernement Thatcher pour recourir à cet arsenal juridique. En effet, ces lois permettent aux tribunaux de condamner les syndicats à de lourdes amendes, voire d'emprisonner leurs dirigeants, pour toute action visant à entraver l'activité d'une entreprise qui n'est pas directement concernée par un mouvement social en cours. Autant dire que, depuis le début de la grève, c'est chaque jour que les piquets de grève des mineurs ont défié ces lois ouvertement, en particulier en bloquant les portes des centrales thermiques, des cokeries et des aciéries. Sans parler des actions de solidarité des cheminots et des dockers qui depuis des mois refusent d'assurer la manutention et le transport des stocks de charbon, ni des sept journées nationales d'action auxquelles ont participé plusieurs centaines de milliers de travailleurs pour soutenir le mouvement !

En fait, si le gouvernement Thatcher n'a pas lésiné sur les moyens pour quadriller le pays et multiplier les arrestations de mineurs en grève — les autorités indiquent plus de 5 000 inculpations au cours des quatre premiers mois — il s'est bien gardé de recourir aux lois qu'il avait fait lui-même adopter. Visiblement par peur d'une réaction de solidarité dans

la classe ouvrière, qui aurait risqué de rompre l'isolement dans lequel il s'efforce de maintenir les mineurs, il a fait le choix de ne pas s'en prendre de front au syndicat des mineurs. C'est ainsi qu'aucune des entreprises nationalisées — électricité, charbonnages, chemins de fer, sidérurgie, etc. — qui étaient les principales cibles des piquets de grève n'a déposé de plainte à leur encontre. Quant aux plaintes des rares entreprises privées qui s'y étaient risquées malgré les consignes du CNPF britannique, jusqu'à présent elles sont restées coincées comme par hasard dans les oubliettes de la justice. Au point même de permettre au leader du Parti Social-Démocrate de se payer le luxe d'attaquer le gouvernement sur sa droite, en l'accusant de faire preuve de faiblesse envers les mineurs !

Un test de la combativité ouvrière

Il semblerait donc que, maintenant, le gouvernement Thatcher essaie de passer à l'offensive. Encore le fait-il de façon très prudente, en s'efforçant au maximum de limiter l'impact des réactions éventuelles. Tout d'abord, les deux sociétés plaignantes sont de toutes petites sociétés de transport routier, dont la paralysie serait sans conséquence pour l'économie en cas de représailles de la part des mineurs. Ensuite, ce sont des sociétés galloises, ce qui, compte tenu de l'isolement traditionnel du pays de Galles par rapport au reste du pays, permet de supposer que, si mouvements de solidarité il y a, ils resteront circonscrits au seul pays de Galles. Autre avantage du pays de Galles, c'est que juridiquement c'est la seule région du pays où le syndicat des mineurs ait un statut de syndicat à part entière, indépendant du syndicat national, ce qui peut permettre aux tribunaux de lancer des poursuites contre les responsables régionaux

sans être obligés de s'en prendre de front à la direction nationale du NUM, et en particulier à Arthur Scargill dont le prestige personnel pourrait rendre les choses bien plus difficiles. Enfin, le montant même des amendes prononcées semble relativement faible, si on les compare à celles prononcées en décembre dernier contre le NGA, le syndicat des ouvriers d'imprimerie, dans le cadre d'un conflit bien plus limité, qui s'étaient élevées à plus de 8 millions de francs !

C'est dire que les condamnations qui viennent d'être prononcées contre les dirigeants gallois sont essentiellement un test. Et que la poursuite ou non de cette politique sera déterminée par l'ampleur des réactions non seulement de la part des mineurs, mais aussi de la part des autres secteurs de la classe ouvrière.

La résolution des mineurs est indiscutable, pas celle des dirigeants syndicaux

Du côté des mineurs, les choses sont claires. Le NUM du pays de Galles a déjà annoncé qu'il ne paierait pas un penny. Ses fonds propres, qui s'élèvent à plus de 33 millions de francs (dont les fonds des caisses d'entraide pour les retraités et les accidentés du travail), ont été mis en partie à l'abri des convoitises gouvernementales en les répartissant sur des comptes individuels et sur des comptes ouverts auprès de banques étrangères. Et, plusieurs heures avant l'annonce du jugement, le siège régional du NUM, à Pontypridd, dans la vallée minière de la Rhondda, était déjà placé sous la garde vigilante de plusieurs centaines de mineurs, au cas où la justice voudrait placer les locaux sous séquestre. Les mineurs affirment ainsi clairement qu'ils sont décidés à ne pas céder à l'intimidation.

Mais pour ce qui est du reste du NUM, les choses sont plus problématiques. Il

Pays basque

Pour la police française, il y a terroristes et terroristes

Le 30 juillet, la police française a arrêté deux militants de l'ETA militaire près de Bayonne. Ces arrestations font suite à sept autres effectuées au cours du mois de juillet dans la même région.

Il faut croire que la collaboration mise sur pied il y a quelques mois sous l'égide de Defferre entre les polices espagnole et française, et destinée en théorie à lutter contre le terrorisme en général, est surtout efficace contre les militants de l'ETA militaire. Car pour ce qui est des commandos du GAL, ce groupuscule d'extrême-droite qui a

déjà revendiqué de multiples attentats contre des militants de l'ETA réfugiés en France, les résultats obtenus par la police française sont bien moins spectaculaires, pour ne pas dire nuls. D'ailleurs, quelques heures avant ces derniers faits d'armes de la police française, Thomas Perez Revila, militant basque espagnol réfugié en France depuis 1971, mourait des suites d'un attentat revendiqué par le GAL: à deux reprises déjà les commandos du GAL avaient tenté de l'assassiner, ils y ont réussi à la troisième. Et ses meurtriers, eux, courent toujours !

est vrai que Scargill a appelé solennellement les autres syndicats à « *apporter un soutien physique total aux mineurs* ». Mais quand on se souvient de la façon dont les dirigeants du TUC (l'organisme regroupant la majorité des syndicats) avaient choisi de laisser tomber purement et simplement le NGA dans des circonstances similaires, en décembre dernier, il y a de quoi être sceptique sur l'efficacité d'un tel appel. Surtout après l'épisode de la grève avortée des dockers, à la mi-juillet, où l'on a vu le TGWU, le puissant syndicat des transports, appeler les dockers à la reprise après 10 jours de grève, au moment précis où l'industrie britannique commençait à ressentir les effets du mouvement, apportant ainsi sa contribution aux efforts de Thatcher pour isoler la grève des mineurs.

De toute évidence, les mineurs s'exposeraient à de lourdes désillusions si, cette fois encore, ils comptaient seulement sur la volonté des dirigeants syndicaux de les soutenir face aux attaques du gouvernement Thatcher. Car combien d'occasions, en cinq mois de grève, les dirigeants syndicaux britanniques ont-ils délibérément laissées passer, qui auraient peut-être permis de sortir les mineurs de leur isolement ? Et même si aujourd'hui Scargill et la direction du NUM, alors que leur propre appareil syndical est attaqué par le gouvernement Thatcher, finissent par se résoudre à en appeler au reste de la

classe ouvrière — et encore est-ce aux syndicats qu'il en appellent — pourquoi ne l'ont-ils par fait alors que 35 000 dockers du pays étaient en grève, pourquoi ont-ils alors au contraire tout fait pour décourager toute action commune des dockers et des mineurs, y compris tout piquet de grève commun ?

En fait, et les multiples précautions que prend Thatcher pour lancer son attaque sur le terrain juridique le prouvent, les 140 000 mineurs en grève, forts de leurs cinq mois de luttes, même isolés comme ils le sont à l'heure actuelle, continuent à faire peser de graves menaces sur toute la politique du gouvernement. Pas tellement par eux-mêmes, ni par le coût économique de leur mouvement pour la bourgeoisie — même s'il coûte cher, il ne constituera pas une menace dangereuse pour l'industrie avant quelques mois — mais par l'élan de solidarité imprévisible que leur mouvement peut encore susciter dans le reste de la classe ouvrière britannique et par l'encouragement à la lutte qu'ils donnent en montrant l'exemple. C'est pour cela que la partie est bien loin d'être gagnée pour le gouvernement Thatcher. C'est pour cela aussi que tout est encore possible pour les mineurs, s'ils savent s'appuyer, et s'il le faut malgré les réticences ou l'opposition ouverte des bureaucrates syndicaux, sur le reste de la classe ouvrière britannique.

François ROULEAU

Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

RÉGION NORD

LILLE

Une étudiante, 30. X, 50. Bernadette, 100. Manu, 300. André, 10. Charles, 10. Sorez Gaston, 10. Kolodziecki (syndicat démocratique des Banques), 10. Bevtori, 50. Szafranski, 30. Ettori, 10. Habert, 10. Lionel (CHR), 20. Lavoisier Odile, 50. Goulier Lucienne, 20. Béatrice, 20. Marie-José, 300. Th. Costa, 50. Monsieur Libert, 150. Gentilini Eric, 10. Notebaert, 100. Christian L., 100.

ROUBAIX

Employée, 20. Véronique, 30. Anonyme, 50. Boux Guy, 50. Flamant Jean-Pierre, 10.

MAUBEUGE

Mme Danicourt, 100. René Delfosse, 50. Une mère de militant, 100. Nina, 100. Un sympathisant, 50. Michel Bouchain, 50. Nicole Lauriau, 50. Paule, 33 ans, toutes ses dents, 50. Anonyme, 100.

CHR DE LILLE

Anita, 100. Nicole, 20. Dominique, 10. Chantal, 10. Chustelle, 10. Annick, 10. Abdallaoui, 50.

BÉTHUNE

Pottier Marc, 70.

ARRAS

Yolande, 50. Helena, 50. R.D., 11.

HAUBOURDIN

Jean-Christophe, 100. Jean-René, 30. Militant LCR, 50. Régis Deblighi, 120.

RÉGION EST

GRENOBLE

Père de copains, 50. Jean-Louis, 20.

BELFORT

Ludwiczak Raymonde, 50. Ludwiczak Léon, 10.

MONTBELLARD

A. Nicotera, 20. E. Simonin, 20. Soutien, 5. Soutien, 50. Lorrain Guy, 5. Parents, 200. Un OS, 7. Tourneur, 7. Sympathisant, 10. Un sympathisant, 15. Monique, 130. Jean-Jacques et Sylvie, 14. Michelle, infirmière, 100. Une retraitée, 6. Une femme de ménage, 50. Anonyme, 10. Une collègue AS, 20. Dédé, 50. Mireille, 50. Michel, 50. Cinq ouvriers de Peugeot, 60. La puce, 30. Baltazar, 5. Parisien, 10.

HERICOURT

Antonio (maçon), 10. Jean-François, 10. Bernard, 50. Dédé, 20.

DIJON

Travailleur de la FRLE, 81. Travailleurs des PTT Grangier, 64. Alain, 10. SNCF Casa, 50. Bourgogne Electronique : Odile, 30. Ouardia, 20. Nicole, 10. Mme Reverdian, 50. Dominique, 20. Monique, 10. Fac Dijon : Nelly, 50. Lycéen Nodier de Dôle, 50. Thierry, 20. Béatrice, 20. Blanc, 30. Pascal, 30. Un ouvrier de Chenôve, 10. Un lycéen anonyme, 30. Un ouvrier déçu par le gouvernement, 50. Une mère de famille, 20. Marcelle (Bourgogne Electronique), 30. Sylviane (Bourgogne Electronique), 30. PTT, un électicien, 20. Un prof, 30. Un sympathisant de fac, 166. SNCF, un cheminot du dépôt, 10. Masson Annick, 50. Pons Léone, 50. Une mère de famille, 20. A cause de l'inégalité des moyens électoraux, mais je vous reproche votre critique systématique, 20. Monique, 50. Christine, 100. CHR : Michel B., 30. Jean-Louis, 30. Deux radios, 10 + 10. Raymonde, 30. Hélène, 30. Beruns, 10. Jacques, 10. Patrick, 10. Ouvriers Peugeot, 30. Ouvriers Peugeot, 30. LEP Hypolyte Fontaine : Stoc, 50. Joseph S., 20. G. Thoufe, 30. Daniel J., 50. X, 15. Sallek, 10. Sympathisant du Jura, 200.

DÔLE

Queuche Alain, Sollay, 50. Pétiard Anne-Marie, 100. Maréchal Louis, agriculteur retraité, 25. Dupont, 20.

CHALON-SUR-SAÔNE

Sympathisant, 200.

BESANÇON

Gisèle, 20. Marc, 50. Marie, étudiante, 20. Marie Hélène, prof, 100. Alain, menuisier, 100. Rose Brigitte, 100. Jeanne, 100. Domy, 30. J. Michel Prudot, 16. Joël 200. Sonia 30. Soutien, 20. Vendola F., 10. Danièle, 30.

STRASBOURG

Dufour, 14. Sanchez Luc, enseignant, 50. Geneviève Louisadat, avocate, 100. Magasinier Strafor, 30. Christian Strafor, 30. Pierre, magasinier, 50. Andrée, étudiante salariée, 50.

MULHOUSE

Maxime, 100. Manuel, 100. Camarade LCR, 50.

RÉGION LYONNAISE

LYON

Un travailleur chimie retraité, 20. Collecte H.E.H., 378,50. A.S.H., 14. Aide-labo Claude, 20. Laborantine, 15. Laborantine, 50. Ticout Jocelyne, ASH, 100. Aide pharmacie, 30. Prép. en Phie, 20. Béatrice, ASH, 20. Lily, 700. Mère d'un copain, 150. Sympathisant Villeurbanne, 50. Un horloger, Lyon, 30. Intérimaire, 20. Œhumeur, 10. Ouvrier Vidéocolor, 20. Retraitée Saint-Maurice de Beynost, 10. Ouvrière Saint-Maurice de Beynost, 10. Ouvrier Fontaines-s/Saône, 20. Ouvrier RVI, 10. Ouvrier RVI, 20. Contrôleur RVI, 10. Ouvrier RVI, 5. P.B. RVI, 5. Guy, 50. PEGC Pierre Bénite, 100. Une certifiée idéaliste de Pierre Bénite, 100. Aberros, 30. Bassard M., 20. Bassard C., 20.

HÔPITAL EDOUARD-HERRIOT (Lyon)

Buzy-Pucheu Marylis, infirmière, 100. Une secrétaire, 100. Une infirmière, 50. Pitchoune, 30. Dominique, apprenti électricien, 50. Geneviève, hôtelière, 50.

DELLE ALSTHOM

Un ouvrier meneur, 10. Dominique, 20. Martial, 100. X, 29. Travailleur A.A., 20. Paul, 15. Jésus, 30. Fernand, 15. Copine, 50. Sylvaïn, 20. Ouvriers en équipe, 10, 5, 20, 10, 10.

De nouveau LYON

Sympathisante, 100. Anonyme, 10.

De nouveau HOPITAL EDOUARD HERRIOT

Martine, infirmière, 30. Jérôme Lopez ASD, 14.

LYON

R. Farugia, 10. MR copine, 20. Anonyme, 20. Copine enseignante, 50. Pour une meilleure vie à St-Fons, 100. Etudiant Lyon, 2,10. Sympathisant, 50. Infirmière, 20. Etudiante Lyon, 3,20. Institutrice, 20. Lycéenne, 12. Copain au chômage, 10. Marie-Claude Lefort, 30. Soutien, 20. Par souci démocratique, 10. Lucas, 20. Soutien, 10. Gerbel, 30. Robert, 30. Segneer, 10. Robert, 10. Dominique, 100. Soutien, 200. J. Villot, 100. Pour la liberté d'expression, 30. Pour l'Europe des travailleurs, 200. Soutien, 10. Dupont, 20. Joël, 10. Un ami des révolutionnaires, 60. Luc Laurent, 50. Anonyme, 20. Collecte Meeting, 865. Anonyme Givros, 50. Charly, 50. Soutien, 20. Une mère de famille, 20. Thomas, 15. De Saussa Avelina, 10. Pierre Rondet, 20. Quattro Cioccki, 15. Léon Cini, 40. E. Roux, 80. Claudie, 20. Une collègue, 70. Péroncel, 20. Perroud, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 12. Alexandre, Alain, Hélène et Nathalie, 150. Anonyme, 12. Colette et Enrico, 50. Une copine, 600. Marché Neuville, 10. Thierry, 30. Marie-Claude, 10. Pizzighini, 10. JCL, 200. Cavarel, 50. Andrée Georgeval, 100. Anonyme, 20. Roche, cheminot, 20. François, étudiant, 20.

REGION PARISIENNE

Collecte Thomson Gennevilliers, 250, (20 personnes). La justice est trop chère, 250. Claire, 50. Marc, 30. Michel, 150. Claude, 200. Chantal, 200. Annick, 100. Marie, 100. Mamadou, 20. Capron Christiane, 200. Jean-Claude Touati, 300. Alain, 10. Clara, 50. Olivier, 40. Patrick et Françoise, 100. Pellerin, 10. Moudy, 15. Sympathisante, 10. Un camarade du PS, 10. Calmida, 10. Patricia (DRTL), 10. Isabelle, 50. Parents, 20. Christine (DRTL), 30. PTT Bagnolet, 26.

BORDEAUX

Pour le 22 mai, fête de la libération marseillaise, 30. « Pour la révolution » lolo, 150. Zauzelard, 200. Chantal Berland, 30. Un copain de boulot, 15.

HOPITAL SUD BORDEAUX

Mangel, 50.

BORDEAUX

Lecteur LO, 20. Copine, 15. Delgott V240, 50. Jaquillet G., 50. Gailllet Pascal, 100. Sœur d'une copine, 60. Beniat, 20. Thomas, 25. Chichi, 35. Reynaud, 50. Thomas, 30. Dahmani, 44. Sarrazin, 50. Marc, 100.

GRENOBLE

Miled, 10. Habitante de l'Arlequin, 20. Moreno, 10. Commerçant, 4. Idem, 5. Anonyme, 5. Bebia, 15. M. Revollon, 200. Porte 99, 10. Travailleur portugais, 20. Une retraitée, 10. Audouin Jacques, 10. Guenin, 20. La duchesse rouge, 100. Pour arrondir, 11. Giardina, 50. Réunion publique (Grenoble), 158. Linakis. Pont de Claix, 50. Le Danois Grand boulevard, 14. Joabssing Arlequin, 10. Etudiant IUT, 50. M.C. déçu par Mitterrand, 100. X., 50. Un technicien, 50. M. Arnaud, 50. Pour

que s'exprime la voix des révolutionnaires, 50. M. Rauix, 10. Pour la pluralité des voix, 60. Jeannot, 15. Un copain, 20. Lo sympa, 10. Un cops, 12. Perez, 20. Anonyme, 10. Sympathisant, 10. Etudiant, 10. Anonyme, 30. Anonyme, 20. Brigitte, 20. Thierry, 10.

GRENOBLE

Couple retraité, 30. Une sympathisante, 20. Bianchi S., 15. Alain et Lili, 25. Une communiste qui nous critique mais qui nous tend la main, 20. Mermet, 100.

ROMBAS (Moselle)

Mme Schweizer, 10. Gisèle, 20.

METZ

Mark, 30. Rino Quilier, 38.

LUNEVILLE

Denise, 50.

NANCY

Noël, militant LCR, 20.

EST

Dominique, 500. Bernard, 100. Marie-Thérèse, 50. Joaquin, 40. Un retraité, 10. Cencil, 100. Dominique, 500. Annette, 300. Anonyme, 500. Anonyme, 15. Isabelle, 20.

CHOLET

Eslan Jean-Yves, 100. Berson Didier, 200. Norbert et Jocelyne, 100. Jacquot, 20.

TOURS

Grégoire Patricia, 10. Charre Eric, 10. Pineau Pascal, 20. Charles Cille, 10. Trouvé Stanislas, 10. Brouère Laurent, 10. Patrick, étudiant, 50.

RENNES

Pascal, ASH, 20. Un ASH, 20. Un ASH, 20. Régine, ASH, 50. Un AHS, 20.

ANGERS

Sympathisant, 500. Ouvrier Cégédur, 50.

SAINT-BRIEUC

Un sympathisant, 10. Sympathisant, 10.

PEUGEOT SOCHAUX

Bernard et Dom., 100. Noël, 300. Roland, 10. Annie, 100.

PEUGEOT CARROSSERIE

Jean-Pierre, 50. Jean, 50. Marc, 300. Régis, 50. J.-Claude, 50. Ernesto, 50.

BESANÇON

AS, 50. Daniel, 220. A + F, 50. Mario et Brigitte, 100. Maf, 200. Brigitte, 300. Nicole, 200. Christiane, 200. Francine, 300. Alain, 200. François, 300.

BELFORT

Damien Mercier, 300. Un copain de l'Alstom, 200.

STRASBOURG

Andrée, étudiante, 50. Roland, 100. Marc, 200. Marie Rose Nuss, 30. Martine, 10. Bernard, 20. Une maman sympathisante, 30. Marc, 50. Marie-Jo, 10. Marie-Rose, 65. Anne, 10. Chami, 100. C. Kugler, 200. P. Morinaud, 200. Monique Party, 75. Un sympathisant, 50. Collecte General Motors, 460.

GRENOBLE

Sympathisant, 10. Anne L., 50. Sympathisantes, 18. Sympathisant, 22. Mme Molaro, 25. Mémé Molaro, 25. Maryse et Maxime, 200.

LILLE

Lheurett Alain, 50. Lheurette Pascal, 100. Brigitte, 30. Des sympathisants, 70. Un militant LCR, 50. Dguillo, 100. Mohammed, 20.

AUCHEL (Pas-de-Calais)

M. et Mme Clouet, 200.

ROUEN

Divers, 62. Burnet J.-Pierre, 140. Bruno G. Thomas, 150. Dominique, 10. Martial, 100. Michèle, 50. Jean-Marc, 150. BA, 200. Burtin, 20. Une infirmière de l'HP de Rouen, 100.

VIERZON

Retraité PTT, 14. Soutien hôpital, 10. Soutien, 15. Un traiteur, 100. Sympathisant, 50. Elève infirmière, 50. J.P.A., 100. DR, 20. Un militant communiste qui n'est plus au parti, 150. Mouillet Daniel, 100. Pajon Patrick, 100. Un ancien ouvrier agricole, 5. Une copine, 50. Une copine, 10. Une copine, 50.

BOURGES

Une aide-soignante, 10. Agent Michelin, 20. OS Michelin, 10. Dominique Chevalat, 25. André Platon, 15. Parents, 30. Lucien Biraud, 20. Edwige, 15. Marechal Emmanuel, 10. Monteiro G., 5. Bender C., 26. Lafaille, 30. Darnay JP, 12. Thevenin, 10. Martinez, 15. Charly, 10.

LIMOGES

Un retraité, 50. Villejoubert, 150. Un copain, 50. Marie-Hélène, 10. Othily D., 50. Bainebet, 10. Viejeux JB, 15. Jacqueline M., 10. Un vieux LO 1965 Poitiers, 15. Othily P., 40

DOLE

MJ, 60.

SEURRE (Côte-d'Or)

Christine, femme d'ouvrier, 30. Apolitique, sympathies pour Arlette, 30.

CHR DIJON

Josette, 50. Marie F., 20. Saunier, 20. Henriette, 100. Jeanne, 100. Dominique, 50. Vénène, 30. Elève aide-soignante, 20.

PTT DIJON

Un sympathisant des Télécom, 100. Un sympathisant des Télécom, 400.

DIJON

Un étudiant de Sciences Eco, 20. Un prof d'Autun, 30. Un prof de Clamecy, 10. Un prof d'Auxerre, 20. Un ouvrier, 50. Un prof de maths de Chalons, 100. Une sympathisante d'Arbois, 100. Une copine, 150. Une grand-mère, 100. Une ouvrière de la Soboca, 50. Hassène, 50. Un copain de travail (New-Hollande), 10. Un sympathisant, 50. Un copain du LTNT, 20. Alain et Thérèse, 50. Jean-Paul, 30. Pascal de Chalon, 50. Mustapha (New-Holland), 30. Dédée et Raymond, 40 + 40. Anonyme, 100. Laurent, 20. Bruno, 20. J.-Sébastien, 50. Arnaud, 50. Claude, 10. Nathalie, 30. Robert, 50. « Pour une petite liste », 50. Jean-Pierre, 50. Bernard, 30. Robert, 50. Denis-Peugeot, 50. Ouvrier Peugeot, 50. J.-Pierre Peugeot, 100. Christian Peugeot, 10. Frochot Peugeot, 10. Quiqui, 10. Bru-lefort Françoise, 20. Une sympathisante, 50. Une ouvrière, 30.

CLAMART

Anonyme, 100. Birraux, 10. Randria, 20. Abarak, 50. Lucie, 100. Michel (LCR), 50.

BORDEAUX

Mimi, 100. Beslou Loïc, 10. Beauchamp Jean-Marc, 25. Beauchamp Gilles, 25.

MARSEILLE

Verdeil Colette, 100. Un cheminot, 5. Un sympathisant, 14. Johsua, 150. Louis Gonzalez, 50. Thérèse Gonzalez, 20. Jacques Courtelles, 30.

REGION PARISIENNE

Mémé, 100. Annick, 30. Agnès, 35. Un commerçant, 50. Chatevaire, 10. Trenta, 115. Gros-Desormeaux, 15. Marie-France, 10. Chercheur, 200. Une travailleuse, 30. Infirmier Sainte Anne, 10. Un ouvrier, 20. Ajusteur Dassault, 10. Pierre, 5. Doudou, 50. Sympathisante, 200. Une enseignante de l'école privée, 10. Soutien, 5. Henri Parra, 30. Christian, 10. Couple de profs, 100. Domineaux Daniel, 100. Molongo Jacky, 10. Un ouvrier, 5. Une ouvrière, 10. Un ouvrier, 10. Des ouvriers, 10, 10, 10, 4, 10, 4. J.-M. Derobert, 300. M. Farnoux, 100. PZ, 50. F. Gabel, 10. Mme Allouni, 10. Mme Le Varec, 4. Sympathisante, 40. Hugues Varo, 10. Sympathisant, 10. C. Chaize, 20. Anonyme, 20. Ferlet, 20. Bernard, 10. Michel Leygue, 50. Vittori, 30. Correia Julio, 10. Philippe, 50. Verdier, 14. Barbu, 10. Victor Allel, 10. Villain, 20. Alice, 50. Amelle, 20. Une copine, 500. Junca, 100. Marie, 50. Un maître aux., 120. Copain, 100. M. et Mme Cuoc, 100. Jacques et Téal, 130. Mme Alexis, 50. Un prof, 300. G. Taesch, 200. Boubet, 100. Beddock, 10. Une amie, 200. Un frère, 100. Jeanine, 30. Un employé, 20. Un soutien, 200. Berjonneau, 50. Un jeune, 200. Jeff, 10. Gérard, 10. Jean-Claude, 100. Edith Montmartre, 200. François, 200. Joseph, 60. Isabelle, 200.

HOPITAL COCHIN

Willy Cathy, 50. Joëlle, 50. Monique, 200. Marie D., 5. Lanceneau Pascal, 50. J.-P., 30. Nathalie, 10. Claude, 50.

HOPITAL PITIE-SALPETRIERE

Sylvie, labo, 10. Véronique, labo, 20. Robert AS, 5. Un retraité, 44. Francette, labo, 50. Françoise, labo, 15. Catherine T., inf., 20. J.-Jacques, inf., 30. La maman, 50.

HOPITAL BEAUJON

Piereira, 10. Deux personnes, 40.

HOPITAL NECKER

Marie-Jo Cabo, 100. Sophie, 25. Sonia, professeur, 30. Sophie, 30. Josette, 10. Pierrette, 20. Pascale, 20. Claudine, 10.

RENAULT BUREAUX

Vincent D., 30.

CREDIT LYONNAIS PARIS

Codo Dominique, 100.

AEROSPATIALE LES MUREAUX

Un ingénieur, 35. J.-Claude, 50. Fontanio, 50. Denis, 20. Joiller, 150. Michel, 100. Daniel, 15. Bébert, 10.

CHAUSSON GENNEVILLIERS

Un ouvrier, 100. Roger, 10. Poujon., 10. Coquillaz, 10. Etienne, 10. Chraid, 10. Alvarez, 10.

BEAUVAIS DBA

Luis, 20. Marcel, 20. Raymond, 20.

MEUDON LA FORET

Pascal, 250. Philippe et Jo, 200. Un lecteur, 10. Une lectrice, 50. Catherine, 250. Jocelyne, 300. Aurélie, 14 Mois, 50. Ullis, un chat trotskyste, 10.

REGION PARISIENNE

Un sympathisant, 150. Ali, un ouvrier, 10. Un travailleur SNCF, 20. Un travailleur, 10. Par sympathie pour LO, 20. Sympathisant Thomson CSF Colombes, 10. Noël Jacques, 50. Pasquet Dominique, 10. M. Lefevre, 20. Oudart, 20. Monet, 14. Clency, 10. Alis, 30. Kim, 10. Linda, 10. Copine de CO, 20. Michel, 20. Un sympathisant, 100. Coco, 20. Zoé, 50. Marcy, 20. Cazenave Alain, 50. Almerenda, 100. Rouaud, 50. Anonyme, 15. Suzanne M., Paris 5^e, Olivier H., Paris 5^e, 500. Philippe, PTT Paris 5, militant LCR, 150. Poitte Paris W, 10. Eddy, 20 (1^{er} versement). 35 (2^e versement).

CNAVTS

Place Martine, 20. Sperduto Gilliane, 50. Dupont, 500. perdue, 250.

FBG BOSCH

Léo, 50. Benoit, 20. Touchane, 10. Penhard, 10. Gerald, 10. William, 20.

CREDIT LYONNAIS RILLEUX

Remy, 20. Employée, 10.

HOTEL-DIEU LYON

Bronda Emile, 50. Josette, 25. Richard, 25. N. Chusit, 12. Pozard, 50.

HOPITAL Edouard HERRIOT

Marie Jo Barut

Sélection

Films récents...

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Athéna 12^e. Nation 12^e. Paramount Bastille 12^e. Fauvette 13^e. Paramount Galaxie 13^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Gaumont Convention 15^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e. Trois Murat 16^e. Gambetta 20^e.

LE MYSTÈRE SILKWOOD.
de Mike Nicols.



Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont Ambassade 8^e (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Champs-Élysées 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo).

UNDER FIRE.
de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

UGC Opéra 2^e. Ciné Beaubourg 3^e (vo). UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Gaité Rochecouart 9^e. Les Montparnos 14^e. 14 juillet 15^e (vo).

YENTL.
de et avec Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

UGC Opéra 2^e. Marbeuf 8^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. George V 8^e (vo). La Bastille 11^e. Sept Parnassiens 14^e (vo).

... et moins récents ...

WEST SIDE STORY.
de Robert Wise.

Une tragédie musicale à l'américaine sur le thème de Roméo et Juliette.

Paramount Odéon 6^e (vo). Balzac 8^e (vo).

LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.
Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). UGC Danton 6^e (vo). Rotonde 6^e. Biarritz 8^e (vo). Hollywood 9^e.

FAME.
de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Saint-Michel 5^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo).

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Monte Carlo 8^e. Publicis Matignon 8^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Épée de Bois 5^e.
VICTOR, VICTORIA.
de Blake Edwards.



Saint-Germain Village 5^e (vo).

... et de vieux films à voir ou à revoir

MAIS QUI A TUÉ HARRY ?
d'Alfred Hitchcock.



Trop de coupables pour un cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Saint-Lazare Pasquier 8^e. Trois Parnassiens 14^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecoles 5^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.
d'Ernst Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs...

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

EL.
de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Quintette 5^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo).

AMERICA, AMERICA.
de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.

Reffet Quartier Latin 5^e (vo).
DE L'OR EN BARRE.
de Charles Crichton.

Un classique du film d'humour britannique.

Action Christine 6^e (vo).

FENÊTRE SUR COUR.
d'Alfred Hitchcock.

Une enquête criminelle vue d'une fenêtre.

Reffet Quartier Latin 5^e (vo).

LES SERT SAMOURAIS.
de Kurosawa.

Des guerriers professionnels apprennent à des villageois à se défendre contre des bandits et à triompher.

Panthéon 5^e (vo).
MIDNIGHT EXPRESS.
de A. Parker.

L'enfer des prisons turques.

Capri 2^e.

Sélection

Samedi 4 août

A2. 20 h 35. Chantez-le moi : Ceux de 14. Chansons de la guerre de 1914, chansons patriotiques ou de révoltes. Dans la partie documentaire, des extraits des films **Les Croix de Bois** et **J'accuse**.

Dimanche 5 août

FR3. 20 h 35. La terre des vivants et le royaume des morts. Seconde émission d'une série de sept sur la préhistoire en France. L'émission de cette semaine, **Les trois millions d'années de la pierre**, porte sur la découverte dans le Massif Central des plus vieilles pierres taillées de l'Europe.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit : Les amoureux, de



Mauro Bolognini, chronique d'un quartier populaire de Rome dans les années 1950.

Lundi 6 août

A2. 20 h 35. Brel, film de Frédéric Rossif : Extraits de récitals du chanteur, entrecoupés d'images d'actualité, des années 1950... à la guerre de 1914.

A2. 22 h 10. 14-18. Documents d'archives, dont certains inédits, sur les tranchées, le front, mais aussi les usines d'armement, la vie « à l'arrière » où les femmes étaient mobilisées pour remplacer les hommes tués à la guerre.

Mardi 7 août

TF1. 20 h 35. Baby Panda : les premiers mois du panda né en zoo.

A2. 20 h 35. Les Dossiers de l'écran sont consacrés cette semaine aux Jeux Olympiques. Le film : **De l'or au bout de la piste**, sera suivi d'un débat portant sur le dopage des sportifs.

Mercredi 8 août

FR3. 20 h 35. Léo Ferré : seconde de la série de quatre émissions.

TF1. 21 h 25. L'histoire à la Une : émission historique de Pierre Miquel consacrée aux causes de la Première Guerre mondiale. Comme selon Miquel, c'est « une guerre sans cause », l'émission risque d'être contestable. Mais au moins, les nombreux documents d'époque qui y figurent peuvent être intéressants.

Jeudi 9 août



TF1. 20 h 35. Brasil Stars : enregistrement du concert donné en janvier dernier à Paris par des chanteurs brésiliens au profit du Nicaragua.

A2. 20 h 35. Télévisions du monde : Soirée de la télévision chinoise. Le téléfilm, moralisateur, est certainement plus intéressant par ce qu'il montre des programmes télévisés en Chine que par le sujet.

Vendredi 10 août



TF1. 21 h 45. Jean Rostand, le solitaire de Ville-d'Avray. Portrait du biologiste.

A2. 21 h 30. Apostrophes présente des ouvrages sur « les hommes de caractère » : cinq personnages de romans historiques.

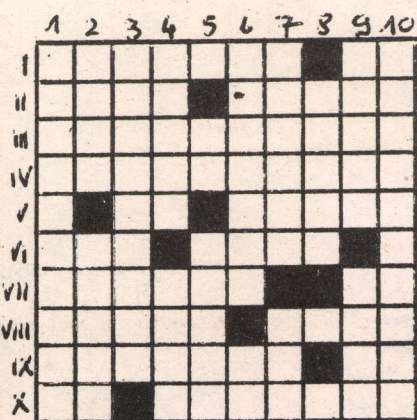
Mots croisés

Solution du problème précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	N	D	I	B	U	L	E
II	E	C	A	R	T	E	M	E	N
III	D	E	M	O	I	S	E	L	L
IV	I	O	I	N	T	O	E	R	
V	C	O	U	T	E		A	R	V
VI	I	S	K	E	R		I	R	E
VII	N	I		S	A		A	M	E
VIII	A	R	C		I	N	D	I	E
IX	L	I	G	U	R	I	E	N	N
X	E	S	T	R	E	E	S		T

HORIZONTALEMENT. — I. Mettre dans un bain. En rade. II. Décision royale. Mieux vaut qu'il tire bien tant qu'on n'a pas cessé le feu. III. Qui méritent bien leur nom. IV. Elle sert à maintenir la distance. V. En sueur. Poète persan. VI. La cinquième n'est pas pour demain. Au-dessus du panier. VII. Faisait un pot-pourri. Désigne. VIII. Lectrices d'un magazine. Brut. IX. Ne passèrent pas à table. En pleine terre. X. Personnel. Leur Origine date du XIX^e siècle.

VERTICALEMENT. — 1. Sur la surface. 2. Connu pour son jardin extraordinaire. Rattache. 3. Dans le domaine du possible. 4. Donne de la longueur. Crée une circulation. 5. Exclamation. Prises en vacances. 6. Chouette. Consonnes. 7. Prétextes à licenciements. Sa tenue est légère. 8. Crème. 9. Termine l'usinage. Fait. 10. Echappés du peloton, font l'objet d'une poursuite.



« Cecilia Valdès »

de Cirilo Villaverde

Cirilo Villaverde a dédié ainsi son roman « aux femmes cubaines » : « Loin de Cuba, sans espoir de revoir son soleil, ses fleurs et ses palmiers, à qui, sinon à vous, chères compatriotes, qui reflétez le plus beau côté de la patrie, pourrais-je consacrer avec plus de justice ces pages désolées ? ».

« Ces pages désolées » : oui, ces mots caractérisent bien ce gros roman, publié en 1839, et dont l'intrigue se déroule au début des années 1820 à La Havane.

Après la conquête espagnole, puis la domination anglaise dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et les guerres napoléoniennes qui ont quelque peu obligé les métropoles à relâcher leur emprise sur les colonies, Cuba est de nouveau sous la domination espagnole.

Mais ce n'est pas seulement les idées d'indépendance qui font leur chemin (les premières luttes pour l'indépendance seront amorcées dans ces années-là à Cuba), c'est aussi, et souvent pas dans les mêmes milieux, l'idée de la nécessité de l'abolition de l'esclavage, esclavage sur lequel est bâtie la prospérité des grands propriétaires cubains, producteurs de sucre et de tabac.

Cirilo Villaverde est visiblement l'un de ces libéraux qui veulent des réformes ; en tout cas, à travers une intrigue romanesque assez dure, il décrit une société que l'esclavagisme pourrit jusqu'à la moëlle.

Il n'y a pas d'avenir pour Cecilia Valdès, mulâtresse et, de ce fait, méprisée et condamnée à la déchéance. Mais la pitié de Villaverde ne va pas seulement à cette jeune et jolie fille, elle va aux esclaves dont il décrit la dure vie, qu'ils soient condamnés au travail dans les plantations ou, quand ils sont serviteurs, à l'abjecte soumission dans les belles demeures de La Havane. Il dépeint aussi la veulerie et l'hypocrisie, produits de la servitude.

Et sa pitié va aussi aux maîtres, aux fils de famille rendus veules, incapables, méprisants et cruels parce que tout leur a toujours été permis, et qui ne sont même pas conscients de leurs propres limites mora-



les et intellectuelles. Oui, tout est pourri, et bien peu en semblent conscients...

On perçoit cependant, au détour de quelques phrases, la montée des idées nouvelles : les jeunes et riches créoles qui haïssent les Espagnols, les esclaves qui protestent contre leur servitude...

Mais c'est la « désola-

tion » des êtres auxquels l'organisation sociale et les préjugés bouchent tout avenir que Villaverde décrit dans ce roman. Et c'est ce qui fait l'intérêt de ce livre de 560 pages que l'on peut parfois trouver indigeste.

Cécilia Valdès de C. Villaverde. Ed. La Découverte. 560 Pages. 95 F.

« L'affranchi »

de Daniel Vaxelaire

En 1831, à l'île Bourbon (ancien nom pour La Réunion), dépendance française, l'esclavage existe toujours, plus de quarante ans après la déclaration des Droits de l'Homme : 60 000 esclaves engraisent de leur travail 30 000 Blancs.

Mais un vent de libéralisme souffle de Paris : la traite des Noirs est dorénavant clandestine, interdite par Louis-Philippe. L'affranchissement des esclaves est dans l'air. Les Anglais envisagent, dans l'île voisine qui leur appartient, l'île Maurice, d'abolir l'esclavage en 1839, sans prendre de risques : les futurs « libres » devront rester en « apprentissage » chez leurs maîtres pendant 6 ans, pour s'habituer à la liberté !

Une partie de la société blanche de l'île Bourbon a conscience que l'esclavage ne durera pas : pour préparer l'avenir, deux directions. D'une part, les conditions de vie des esclaves sont adoucies, des affranchissements se font pour les esclaves les plus « méritants », des lopins de terre leur

sont attribués, etc. D'autre part, ils investissent dans le commerce, sentant que l'avenir est à cette activité plutôt qu'à l'exploitation de la terre.

C'est dans ce contexte que Daniel Vaxelaire, actuellement journaliste à La Réunion, a placé l'intrigue de son roman. Etienne, un jeune esclave noir, va racheter sa liberté. Son maître veut faire de lui un exemple de réussite, pour couper l'herbe sous le pied des détracteurs de l'esclavage. Il l'aidera à faire ses études.

Etienne fait alors une fulgurante ascension sociale : d'écrivain public, il deviendra exploitant industriel.

Ce roman nous fait pénétrer dans la société blanche de l'époque, une société qui touche à sa fin, mais qui se reconstruit vite sur d'autres bases : l'exploitation du travail, non plus servile, mais dit « libre ». L'adaptation se fait, à Bourbon, en douceur...

Laurence VINON

L'affranchi de Daniel Vaxelaire. Ed. Lieu Commun. 267 pages. 76 F.

« Terroir »

de Jean Gaulmier

Paru pour la première fois en 1931, *Terroir* est l'évocation, au travers de souvenirs, des hommes liés à la terre du Berry et du Bourbonnais. Qu'ils soient simples métayers, obligés de travailler sur une tenure qui ne leur appartient pas, garçons de ferme ou servantes, ou tout simplement braconniers, ou qu'ils soient bourgeois de campagne, leur condition sociale et leur existence apparaissent déterminées par les rapports qu'ils entretiennent avec la terre.

L'auteur dresse les portraits de ces hommes au cours d'histoires différentes. Ainsi évoque-t-il le départ à la guerre de ce métayer qui, bien que père de cinq enfants, doit partir au front et que l'on surnomme « Cinq-Enfants », parce qu'il ne cesse de réclamer son droit au retour au pays en vertu de cela. Il parle de ceux qui ont des mains de laboureurs mais pas de terres. De ceux qui sont restés à l'écart de la communauté rurale tels les épis de blé qui poussent sur les talus, parce qu'ils n'ont qu'une pauvre mesure et vivent de contrebande. Il raconte aussi l'histoire de ces bourgeois de campagne dont les fortunes se sont faites et défaits au cours des mariages, des affaires, bonnes ou mauvaises, et dont les préoccupa-



tions sont toutes tournées vers leur héritage et leur patrimoine. Il montre comment les terres sont demeurées aux mains des mêmes familles, de ces familles qui existaient déjà avant la révolution de 1789. Ces campagnes apparaissent comme un monde immuable et clos.

Les tableaux que l'auteur dresse d'un passé révolu, s'ils décrivent une vie cloisonnée, dure pour le plus grand nombre, routinière et faite le plus souvent de résignation, sont aussi empreints d'une certaine nostalgie que l'on n'a guère envie de partager.

Il reste que l'auteur, à force de sympathie et de chaleur, réussit à faire aimer et comprendre ses personnages.

Patricia MULLAN

Terroir, de Jean Gaulmier. Ed. Lattès. 180 pages. 75 F.

« Les grandes largeurs »

d'Henri Calet

Henri Calet, disparu en 1956, a publié ce petit ouvrage en 1951. Il entraîne ses lecteurs dans une promenade parisienne du XIV^e au XVII^e arrondissement. Empreinte de nostalgie et avec une pointe d'humour triste, cette courte balade littéraire sur le pavé de Paris sert de prétexte à évoquer ses souvenirs d'enfant pauvre, à comparer le Paris d'avant 1914, celui de son enfance, le Paris de l'entre-deux guerres et celui de 1950, le Paris des pauvres et celui des riches.

En 1939, Henri Calet écrivait à l'écrivain Georges Henein, surréaliste, lié à l'Opposition de Gauche : « Oui, je crois que l'Espagne est perdue. Depuis deux ans, nous vivons dans un temps de cauchemar et ce n'est pas fini. (...) Il y a

encore autre chose dans tout cela : la faillite des partis de gauche, après celle des partis de droite, dans le monde entier. Une grande lassitude devant tout ce qui est détruit et ce qu'il faudrait reconstruire ».

Il en ressentait, lui, « un insupportable sentiment d'impuissance ».

Ce sentiment pointe entre les lignes des *Grandes largeurs*, écrit par un homme lucide et généreux mais qui n'a plus le courage de lutter et dont les derniers mots furent : « Ne me secouez pas, je suis plein de larmes ».

Jacques FONTENOY

Les grandes largeurs d'Henri Calet. Ed. Gallimard. Collection l'Imaginaire. 99 pages. 26 F.

« Les camps en Provence »

Exil, internement, déportation 1933-1942

Ce numéro spécial de la revue *Ex* est le résultat d'un travail collectif effectué en 1983 au sein d'un séminaire de recherche de l'Université de Provence. Il s'agit d'un dossier qui traite d'une page de l'histoire de France totalement inexistante dans les manuels d'enseignement, à savoir l'exil, l'internement et la déportation des Allemands qui, parce qu'ils étaient socialistes, intellectuels ou juifs, avaient dû fuir le nazisme et avaient cru trouver un asile en France.

Sur le demi-million d'Allemands qui furent le III^e Reich au cours des douze années de dictature hitlérienne, 50 000 échouèrent en France et plusieurs centaines d'intellectuels et d'artistes rejoignirent en Provence le premier noyau d'immigrés qui, dès 1930, s'étaient regroupés autour de Julius Meir Graefe, un historien d'art très connu. Ils furent particulièrement nombreux à Sanary-sur-Mer, un petit port provençal qui reçut la qualification de « capitale mondiale de la littérature allemande ».

La revue *Les cahiers du Sud*, créée à Marseille en 1925, devint un lieu de rencontre des intellectuels allemands et français, mais surtout un moyen d'expression pour échapper à l'isolement et à l'anéantissement intellectuel en l'Allemagne. Très tôt, la revue informa ses lecteurs de l'existence des camps de concentration, des tortures et de la préparation à la guerre des nazis.

Des musiciens comme Kurt Weill et Arnold Schönberg, des peintres comme Georges Grosz, Paul Klee et

Max Ernst, des écrivains comme Ernst Toller ou Thomas Mann y collaborèrent. C'est ainsi que Louis Gillet put dire en 1938 : « Il n'y a plus d'intelligence allemande qu'en dehors de l'Allemagne ».

Après l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche en 1938, alors que de nombreux habitants de ce pays fuient le nazisme, le gouvernement Daladier prend des mesures xénophobes.

On invente pour les exilés, même pour ceux qui avaient obtenu la naturalisation, une nouvelle nationalité, celle « d'ex-Allemands » ou « d'ex-Autrichiens », et en conséquence on leur retire le droit de travailler.

En septembre 1939, le gouvernement les fait interner dans des camps. On compte que 12 000 à 14 000 Allemands et 5 000 Autrichiens y furent enfermés.

La France devenait un piège mortel pour les étrangers « indésirables », les anti-nazis qui, justement parce qu'ils l'étaient, n'étaient pas admis à partir de France.

9 000 d'entre eux n'eurent d'autre ressource que de s'engager dans la Légion étrangère.

A la signature de la convention d'armistice, le 22 juin 1940, le gouvernement de Vichy s'engage à remettre aux nazis tous les ressortissants allemands qu'ils leur désigneront. Ainsi les dirigeants sociaux-démocrates allemands Breitscheid et Hilferding sont arrêtés par l'intendant de police Rodelec de Porzic, devant leur hôtel de la gare Saint-Charles à Marseille, livrés à la Gestapo

qui les assassinera. A la Libération, Porzic, lui, continuera à toucher la retraite de la police.

Après la conférence de Wannsee à Berlin, le 21 janvier 1942, qui décida sous l'appellation de « solution finale de la question juive » du génocide des Juifs d'Europe, les camps de rassemblement pour étrangers deviennent les antichambres de la déportation.

Le recueil donne une série de documents et de témoignages accablants pour l'Etat et la police française, qui collaborèrent avec les hitlériens à la chasse aux étrangers, aux Juifs, aux Gitans, et en particulier sur les journées d'embarquement pour la déportation au camp de Milles pendant l'été 1942.

Il témoigne aussi des efforts de ceux qui essayèrent d'améliorer la vie de leurs camarades détenus, de créer une vie intellectuelle dans ces camps de Saliers, Milles et autres. Certains firent tout leur possible pour sauver de la mort les internés, en les faisant passer à l'étranger ou en les faisant évader lors des rafles. Le directeur du camp lui-même et plusieurs gardiens payèrent de leur vie, sous la torture de la Milice, l'aide qu'ils apportèrent à de nombreux détenus.

Très bien documenté, étayé de nombreux témoignages, ce dossier est à la fois instructif et bouleversant.

Françoise PREVOST

Les camps en Provence. Exil, internement, déportations, 1933-1942. Editions Alinéa et LLCG. 234 pages. 98 F.

VOUS ÊTES JUIF? PROUVEZ-LE!



Alexandre et Lev Shargorodsky

Les frères Alexandre et Lev Shargorodsky sont probablement des Juifs heureux : ils vivent en Suisse, un pays calme et superbe, nanti de surcroît d'une communauté juive peu nombreuse mais prospère. Lorsqu'on a passé la première partie de sa vie — de leur vie — en Union Soviétique, ce sont des avantages que l'on sait apprécier. D'autant plus que les frères Shargorodsky ont emmagasiné suffisamment de souvenirs sur l'Union Soviétique pour pouvoir en écrire des livres. Quoi de mieux donc que de décrire les mille et une misères, les mille et une tracasseries de la vie en Russie, lorsqu'on se trouve en Suisse !

Mais peut-être le spectacle des montages, des vaches et des banques a-t-il apaisé le courroux des Shargorodsky : leur humour reste serein, ils prennent les choses avec légèreté, et non avec férocité. Et puis, la Suisse, cela a beau être propre, bien rangé, civilisé, cela a beau ressembler à une carte postale, il n'en demeure pas moins qu'on sent chez les deux frères une nostalgie pour

la vie d'autrefois en Russie...

Leur livre se compose d'une douzaine de nouvelles, émouvantes ou gaies, souvent les deux, dont la première, la plus longue, fournit le titre de l'ensemble : *Vous êtes Juif ? Prouvez-le !* Pourquoi ? Pourquoi faut-il prouver une évidence ? Pourquoi prouver une chose que tout le monde connaît ? Parce que l'Allemagne paye des indemnités aux victimes du nazisme. Encore faut-il prouver sa qualité de Juif ! Cela s'avère très, très difficile. Même celui qui vous lance une injure antisémite à la figure n'est pas forcément prêt à reconnaître par écrit que celui à qui il s'est ainsi adressé est bien un Juif... Même et surtout si l'antisémite en question est un diplomate soviétique !

Les autres nouvelles sont autant de petits tableaux de la vie en URSS, brossés avec humour.

André VICTOR

Vous êtes Juif ? Prouvez-le ! d'Alexandre et Lev Shargorodsky. Ed. Luneau Ascot. 220 pages. 65 F.

« Conrad le Sicilien »

Conrad, Sicilien pauvre, gardien de prison « assez longtemps pour inspirer confiance », ouvre un beau jour la porte aux « politiques ». Après cet exploit, il s'exile avec sa femme à Constantine, en Algérie.

Là, il travaille comme tailleur de pierres, voit naître et grandir ses enfants et son petit-fils qu'il adore. Il devient même le conseiller de la communauté sicilienne, pour qui il est un « maître », un sage.

Conrad le Sicilien est aussi l'histoire d'une communauté. Ou plutôt de plusieurs communautés : Siciliens, immigrés récents ou plus anciens, Juifs, Arabes, tous cohabitent dans ce quartier

de Constantine qui a pour principale caractéristique d'être le quartier des non-Français, celui des pauvres. Coutumes et modes de vie divers s'entremêlent. Les disputes de voisinage n'empêchent pas les élans de solidarité et une atmosphère chaleureuse, jusqu'à ce que l'approche de la guerre vienne réveiller l'antisémitisme et la xénophobie.

Vivant, bien que sans grande originalité, le livre de Mireille Adment se lit facilement.

Sylvie MARECHAL

Conrad le Sicilien de Mireille Adment. Ed. Laffont. 195 pages. 62 F.



8. Les sanitaires au camp des Milles durant l'hiver 1939/1940 : dix filets d'eau sur une conduite pour tous les internés. Cliché Gérard Paulmyer. Collection André Fontaine, Aix-en-Provence.

Des mesures de prévention toujours aussi dérisoires

Comme chaque année au mois d'août, des incendies se sont déclarés un peu partout dans le sud de la France. Le Loiret, la Charente-Maritime, l'Aude, l'Ardèche, les Pyrénées-Orientales, la Dordogne, le massif du Vercors sont touchés. Dans les Bouches-du-Rhône, 1 200 hectares ont été détruits dans la région du Trets. Le fort mistral qui soufflait serait la cause du sinistre, alors qu'ailleurs les incendies auraient été allumés par des pyromanes.

Mais, comme chaque année aussi, a été dressé le même constat sur l'insuffisance des moyens pour lutter contre l'incendie, avec les mêmes déclarations sur la nécessité de mesures préventives pour éviter les futurs incendies.

Certes le journal *Le Monde* du 31 juillet note que les dispositifs mis en place dans les départements du Midi, où les incendies sont les plus fréquents, ont été renforcés cette année, le nombre d'appareils anti-incendie — canadiers, trackers — a été accru, des « comités communaux feu et forêt » ont été mis en place, 6,5

millions de francs ont été dégagés pour la formation de cadres et l'équipement de stations de lutte contre l'incendie. Mais la facilité avec laquelle ces incendies se sont déclarés, en particulier dans les Bouches-du-Rhône, une des régions où les incendies font le plus de ravages, n'est-elle pas une preuve suffisante que les moyens et les mesures restent insuffisants ?

Car des mesures de prévention efficaces, il en existe. Et dans ce même numéro le journal *Le Monde* rappelle les mesures préventives prises pour protéger la forêt des Landes, qui n'a pas connu d'incendies depuis celui de 1949, où 80 personnes périrent. Pour ce seul département, 35 millions de francs (on est loin des 6,5 millions de budget mentionnés plus haut) sont consacrés à la protection des pins maritimes. On ne lésine pas non plus sur les moyens humains, puisque 200 sapeurs-pompiers se relaient 24 heures sur 24 aux tours de guet. Et enfin vient d'être testée une nouvelle méthode de surveillance : une caméra à infra-rouge, capable

de détecter la moindre source de chaleur dans un rayon de 20 km. Si les essais sont concluants, c'est toute la forêt landaise qui sera équipée de caméras électroniques.

Mais voilà, il y a forêt et forêt. Contrairement à la forêt méditerranéenne notamment, la forêt landaise est économiquement exploitée. Et dans cette société, n'est protégé que ce qui est rentable pour son exploitation. Bien sûr, on ne peut comparer la forêt landaise et celles du sud de la France, à reliefs et végétations différents. Mais ces dernières sont à l'abandon depuis qu'elles ne sont plus exploitées et les broussailles qui ont envahi le sous-bois permettent au feu de se propager à toute allure. Il faudrait débroussailler... sans rentabilité immédiate.

Alors, en attendant, on peut faire le compte : en 1962, le massif de l'Esterel avait été complètement ravagé par le feu ; en 1979 c'était le tour du massif des Maures ; en 1983, 34.000 hectares sur 50.000 ont brûlé en Corse. Alors, combien en 1984 ?

Marie ANTONIN

Elf contre les Indiens

Deux tribus amazoniennes, dont les 7 000 membres vivent dans la région de Manaus au Brésil, accusent le trust pétrolier français Elf Aquitaine d'avoir ravagé leur territoire. En effet, depuis 1981, Elf y a effectué des prospections, a défriché la forêt, tuant le gibier, puis a suspendu les recherches, abandonnant un peu partout des explosifs. C'est ainsi que quatre personnes ont été tuées depuis et qu'on a déjà récupéré 197 bâtons de dynamite non explosés. La compagnie nationale française a versé en tout et pour tout 6 000 dollars d'indemnités (les deux tribus en réclament près de 300 000). Ces faits et ces accusations ont été rendus publics par un député brésilien, premier Indien à être élu au Parlement de Brasília, en 1982, qui est venu à Genève témoigner devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies.

Pour prospecter en Amazonie, Elf avait passé avec la compagnie brésilienne Petrobras ce qu'on appelle un « contrat de risque ». On voit pour qui était le risque !

Il n'a pas Hinault-vé !

Dans le journal *L'Equipe* du 23 juillet, au lendemain du Tour de France, Bernard Hinault s'est adressé à ses admirateurs par l'intermédiaire d'une pleine page de publicité. Pour quoi faire ? Eh bien tout simplement pour se faire de la publicité ; pour essayer qu'on ne l'oublie pas trop vite, malgré sa défaite, car il voudrait conserver beaucoup d'amis pour sa « seconde carrière » ; une « seconde carrière » où, « associé à Bernard Tapie », il voudrait « faire profiter les amoureux du sport en général et du vélo en particulier » de son « expérience » de sportif. Suivez mon regard et celui de B. Tapie, ce jeune loup de la finance qui semble avoir des projets en misant sur B. Hinault !

Mais à propos, c'est peut-être ça qui a porté la poisse au « blaireau », car Tapie s'est plutôt fait une réputation en rachetant les entreprises en difficulté !

En tout cas, le passé de Bobet et d'autres le montre : il vaut mieux pédaler dans la finance que sur les cols des Alpes.

Claude CHARVET

Les caravanes d'été de Lutte Ouvrière

Comme chaque année, durant les mois de juillet et août, les caravanes de Lutte Ouvrière parcourent les lieux de vacances. A chaque jour son étape, avec, au programme, projections et débats.

Nous publions la suite des étapes des caravanes du mois de juillet et les premières du mois d'août.

Provence

4/8 APT
5/8 MANOSQUE
6/8 RIEZ
7/8 ST-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
8/8 SOLLIES-PONT
9/8 LA CIOTAT

Bretagne-Nord

4/8 SAINT-JACUT
5/8 SAINT-LUNAIRE
6/8 CANCALE
7/8 SAINT-PAIR
8/8 DONVILLE
9/8 AGON-COUTAINVILLE

Côte Basque

4/8 SOCOA
5/8 HENDAYE
6/8 SAINT-PEE-SUR-NIVELLE

7/8 SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
8/8 HASPARREN
9/8 ONDRES

Languedoc

4/8 LA FRANQUI
5/8 PORT-LA-NOUVELLE
6/8 SIGEAN
7/8 SAINT-LAURENT
8/8 SAINTE-MARIE
9/8 SAINT-CYPRIEN
11/8 PORT-VENDRES
12/8 ARGELÈS
13/8 ARGELÈS
14/8 CANET
15/8 BARCARÈS
16/8 PORT-LA-NOUVELLE
18/8 LEUCATE
19/8 GRUISSAN
20/8 VIAS
21/8 LA REDOUTE
22/8 FRONTIGNAN
23/8 AIGUES-MORTES

Nord

4/8 STELLA-PLAGE
5/8 BOULOGNE
6/8 AMBLETEUSE
7/8 WISSANT
8/8 LEFFRINCKOUCKE
9/8 SAINT-OMER

Vendée

4/8 LA GUÉRINIÈRE
5/8 NOIRMOUTIER-EN-L'ILE
6/8 LA BERNIERIE-EN-RETZ
7/8 SAINTE-MARIE-SUR-MER
8/8 PRÉFAILLES
9/8 SAINT-BRÉVIN-LES-PINS

Cévennes-Gard

4/8 LAVELADE
5/8 JOYEUSE
6/8 LES VANS
7/8 RUOMS
8/8 VALLON-PONT-D'ARC
9/8 SAINT-MARTIN-D'ARDECHE
11/8 SALAVAS
12/8 LE GRAND COMBE
13/8 GENOLHAC
14/8 ANDUZE
15/8 SAINTE-ENIMIE
16/8 MEYRUEIS

